

Avant projets de budget 2012

1-Faculté SES	3
1-1 Données de base de la faculté des Sciences économiques et sociales	3
1-2-Note politique 2012	3
1-3-Avant projet de budget, SES	5
2- Mathématiques	6
2-1 Données de base de l'UFR de Mathématiques	6
2-2 Note politique 2012	6
2-3 Avant projet de budget, Mathématiques	8
3- IEEA	9
3-1 Données de base de l'UFR d'I.E.E.A.	9
3-2 Note politique 2012	9
3-3 Avant projet de budget IEEA	12
4- Physique	13
4-1 Données de base de l'UFR de physique	13
4-2 Note politique 2012	13
4-3 Avant projet de budget, Physique	16
5-Chimie	17
5-1 Données de base de l'UFR de Chimie	17
5-2 Note politique 2012,	17
5-3 Avant projet de budget, Chimie	19
6- Biologie	20
6-1 Données de base de l'UFR de biologie	20
6-2 Note politique 2012	20
6-3 Avant projet de budget, Biologie	22
7- Sciences de la terre	23
7-1 Données de base de l'UFR des Sciences de la terre	23
7-2 Note politique 2012	23
7-3 Avant projet de budget, Sciences de la Terre	26
8- Station marine de Wimereux	27
8-1 données de base de la station marine de Wimereux	27
8-2 Note politique 2012	27
8-3 Avant projet de budget, Wimereux	30
9- Géographie	31

9-1 Données de base de l'UFR de Géographie	31
9-2 Note politique 2012	31
9-3 Avant projet de budget, Géographie	33
10 CUEEP-Formation initiale	34
10-1 Données de base de l'institut CUEEP	34
10-2 Note politique 2012	34
10-3 Avant projet de budget, CUEEP	38
11- Polytech	39
11-1 Données de base de l'Ecole Polytech Lille	39
11-2 Note politique 2012	39
11-3 Avant projet de budget, Polytech	42
12 IAE	43
12-1 Données de base de l'Institut IAE	43
12-2 Note politique 2012	43
12-3 Avant projet de budget, IAE	45
13 I.U.T	46
13-1 Données de base de l'IUT	46
13-2 Note politique 2012	46
13-3 Avant projet de budget, IUT	51

1-Faculté SES

1-1 Données de base de la faculté des Sciences économiques et sociales

1-2-Note politique 2012

ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2012

1) **Recettes** : Elles consistent en la DGF et les ressources propres.

Prévisions de recettes 2012

	Ressources propres (*)	DGF (**)
Taxe d'apprentissage	220000	
Factures internes des labos et de l'école doctorale	8000	
Régie	5000	
total	233 000	193 213
Total budget 2012 hors quadriennal		426213

(*) Prévision composante

(**) données USTL

La dotation en DGF allouée par la direction de l'Université s'élève à 193213 € pour 2012. Elle reste inchangée par rapport au budget 2011.

Les ressources propres sont constituées de la taxe d'apprentissage.

Concernant la taxe d'apprentissage, nous avons budgété pour 2011, 200 000 €, nous constatons une relative stabilité car le montant perçu s'élève à 220 000€. Pour 2012 on peut penser que la dégradation de la conjoncture doit amener mécaniquement une baisse de la collecte et que certaines contributions exceptionnelles ne seront pas renouvelées. La prudence nous incite à budgéter 220 000€.

Les autres ressources résultent de la régie et peuvent être évaluées à 5000 €.

On pourrait mettre également au chapitre des recettes la dotation en heures complémentaires qui atteignait 615 900 € en 2011. Cette dotation est insuffisante pour couvrir la totalité des besoins de la Faculté, notamment en ce qui concerne les encadrements et suivis pédagogiques d'autant plus que les effectifs sont toujours en augmentation. La Faculté complète régulièrement ce financement.

Dans le même type de recettes, on peut inscrire les différents types de décharges administratives reconnues par l'université mais à la charge de la Faculté et dont le volume horaire s'élève à 192h.

Ne figurent pas dans ces recettes les dotations recherche des laboratoires qui ont désormais l'autonomie financière. Sur ces dotations, nous facturerons aux labos et à l'école

doctorale les charges supportées par la Faculté, comme les impressions, les frais d'affranchissement et le téléphone. Elles sont estimées à 8 000€.

Par ailleurs, ces recettes ne prennent pas en compte les recettes de formation continue et les contrats d'alternance gérés directement par le SUDES.

Sur la base de ces prévisions, on peut estimer le budget total de la FSES à un montant de 426 213 € hors heures complémentaires.

2) Dépenses

Un certain nombre de recettes sont affectées à des dépenses spécifiques, soit par nature comme les heures complémentaires, certaines décharges pédagogiques ou les dotations recherche, soit du fait qu'elles sont des ressources d'une formation particulière. Cela peut être le cas de la taxe d'apprentissage qui peut être attribuée par les entreprises à la Faculté ou à une formation clairement désignée. C'est le cas des recettes de la formation continue.

Les dépenses se composent d'abord des dépenses obligatoires. Celles-ci consistent en premier lieu en une contribution aux charges communes calculée sur la base des recettes propres de l'année n-2, en l'occurrence 2010. On peut les estimer à 21 987 €. Elles consistent ensuite dans les dépenses d'affranchissement et d'impression effectuées aux services de la Division Assistance et Moyens de l'université évaluées cette année à 18 500€.

Pour 2012, Nous accordons toujours une place importante à la communication même si cela n'est plus l'axe prioritaire. Nous avons également décidé cette année de créer une rubrique « relations entreprises » car la FSES entend intensifier et valoriser ses contacts professionnels compte tenu de l'importance de ses masters professionnels, de son nombre de stages (environ 1000). Par ailleurs, nous avons augmenté le poste « relations internationales » afin de favoriser et faciliter les mobilités des enseignants-chercheurs mais aussi compte tenu de nouveaux partenariats signés en 2011 et opérationnels dès cette rentrée (Timisoara, Hanoï, Sofia).

2-1 L'administration de la Faculté recouvre toutes les dépenses de pilotage en fonctionnement et en investissement pour un montant de 12 9010 €. C'est notamment sur ce chapitre budgétaire que seront financées les relations extérieures, une partie de la cérémonie de remise des diplômes (40%).

2-2 Concernant les formations, le budget alloué aux formations existantes est en légère augmentation 120 110 € (113 476 € en 2011).

2-3 Concernant les RI, compte tenu de notre volonté de renforcer le poste « relations Internationales), nous proposons un montant de 10 000 euros (7 700 € en 2011) ventilés entre les deux instituts dans le rapport 2/3 pour l'ISEM et 1/3 pour l'ISA.

La Directrice
Faridah Djellal

1-3-Avant projet de budget, SES

1- Recettes hors quadriennal		dotation fonctionnement(**)
	Dotation fonctionnement identique à 2011 (B)	193 213
Ressources propres	Prévision 2012 (*)	
taxe d'apprentissage	220 000	
Régie	5 000	
Recherche Factures internes	8 000	
Recherche prélevement		
Total (A)	233 000	
budget 2012 (A+B)		426 213

(*) prévision composantes

(**) données USTL

2-Dépenses	Total (E+D)	426 213
2.1- Dépenses obligatoires €		40 487
Contribution charge communes (*)	e	21 987
Dam (estimée par la composante) (**)	f	18 500
2.2-Programmes	Actions	
Administration générale et pilotage des UFR, écoles et instituts		
FAC		74 297,00
Relations entreprises		3 000,00
Comités de sélection		10 000,00
ISEM		4 000,00
ISA		1 800,00
Formation		
Accompagner l'offre de formation		120 110,00
Améliorer les conditions matérielles de l'enseignement		
Taxe non affectée		48 666,00
Redevance CFC		7 850,00
Affranchissements		9 500,00
Aider à la réussite		
Etc.		
Ressources		
Politique documentaire		76 253,00
Technologies de l'information et de la communication		14 500,00
Site Internet (traduction)		5 000,00
Qualité de vie et de travail		
Qualité de la vie étudiante		
Qualité de vie et de travail des personnels		
Recherche		
Relations internationales		10 750,00
Total des dépenses hors dépenses obligatoires (D)		385 726

2- Mathématiques

2-1 Données de base de l'UFR de Mathématiques

2-2 Note politique 2012

Les ressources budgétaires de l'UFR de mathématiques sont principalement constituées de la dotation de l'établissement. La taxe d'apprentissage, bien qu'en progrès significatif cette année, demeure à un niveau très modeste. Les laboratoires P. Painlevé, l'IMCCE Observatoire de Lille et le LML contribuent au fonctionnement de la bibliothèque régionale de recherche en mathématiques (B2RM). Le laboratoire P. Painlevé participe aussi au fonctionnement général de l'UFR.

Les autres ressources propres de l'UFR sont allouées à la réalisation des programmes de formation continue spécifiques à l'IREM et de documentation.

La dotation de fonctionnement de 108 550 € attribuée à l'UFR permet pour l'essentiel de couvrir les dépenses récurrentes et incompressibles de l'UFR :

- achat de logiciels et de consommables informatiques pour les salles d'enseignement et les secrétariats, de fournitures de bureau pour les secrétariats, reproduction de documents pédagogiques pour tous les niveaux d'enseignement, reprographie des thèses, travaux divers d'imprimerie pour les secrétariats;
- entretien et nettoyage des locaux (produits d'entretien, frais de blanchissage, . . .);
- frais téléphoniques.

À ces dépenses s'ajoute la part que l'UFR consacre au remboursement des déplacements des membres extérieurs des comités de sélection (en complément de la participation des laboratoires).

Dans ce contexte, les marges de manœuvre pour le développement de projets spécifiques sont étroites. Nous développerons les actions suivantes.

Maintien du soutien à la bibliothèque régionale de recherche, outil essentiel pour les chercheurs.

Ouverture et diffusion. L'UFR est fortement impliquée dans des actions de diffusion de la culture mathématique, notamment en direction de l'enseignement secondaire.

L'UFR continuera à organiser ou à soutenir les activités ou manifestations annuelles que sont la conférence sur les métiers des mathématiques, les mathématiques itinérantes, fête des maths faites des maths, le séminaire maths lettres, la remise des prix des olympiades de mathématiques en coopération avec l'INRIA, . . . Outre ces manifestations traditionnelles, il y aura cette année la 20^e édition de la finale des rallyes mathématiques des collèges organisée par l'IREM, la participation à l'exposition itinérante *Les Déchiffreurs*, la finale nationale *Maths en Jeans* qui accueillera un millier de participants fin mars.

Poursuite de la politique de rénovation des bureaux. Cette année, la priorité sera donnée à l'amélioration des conditions de logement des doctorants. En outre on prévoit de rénover un bureau destiné à l'accueil des nouveaux recrutés, un autre pour les professeurs émérites et de refaire le revêtement de sol du secrétariat de mécanique.

Participation à la politique de communication de l'université. Présence dans les différents salons (salon de l'étudiant, JPO, forum des masters) et distribution des plaquettes de présentation des diplômes gérés par l'UFR. Affiches de présentation de ces diplômes, distribution dans les CIO de la région et dans plusieurs universités françaises.

Fonctionnement du nouvel atelier de reliure. L'atelier de reliure est maintenant opérationnel avec un matériel complet et un personnel ayant achevé sa formation. Il ne devrait plus générer que des frais de fournitures nécessaires à son activité.

Charles Suquet Directeur de l'UFR de Mathématiques

2-3 Avant projet de budget, Mathématiques

1- Recettes hors quadriennal		dotation fonctionnement(**)
	Dotation fonctionnement identique à 2011 (B)	108 550
Ressources propres	Prévision 2012 (*)	
subventions Région soutien aux mathématiques		6 500
taxe d'apprentissage	0	12 500
Participation du laboratoire P. Painlevé au fonctionnement de l'UFR		12 348
fonctionnement de la B2RM		61 972
autres (participation d'univ à la B2RM, financements pour le PAF, auto bar)		6 788
frais de dossier	0	
formation continue	0	
autres	0	
Total (A)	0	100 108
budget 2012 (A+B)		208658

(*) prévision composantes

(**) données USTL

2-Dépenses	Total (E+D)	208 658
2.1- Dépenses obligatoires €		3 216
Contribution charge communes (*)	e	1 016
Dam (estimée par la composante) (**)	f	2 200
2.2-Programmes	Actions	
Administration générale et pilotage des UFR, écoles et instituts		
	Fonctionnement des secrétariats	3500
	Fonctionnement des comités de sélection	4000
	Communication	13000
	Missions	4000
	Soutien aux "mathématiques itinérantes"	5000
	Téléphone	19000
	Affranchissement	5000
	Nettoyage et entretien des locaux	10000
	Equipement et renouvellement du matériel et des consommables informatiques	
	- fonctionnement	5534
	- investissement	3700
Formation		
<i>Accompagner l'offre de formation</i>		
	Fonctionnement des Master Professionnels	15500
	Réalisation des TP de mécanique	1000
	Agrégation externe, Capes	700
Formation continue (IREM)		
	Colloque "les mathématiques du quotidien..."	1500
Ressources		
<i>Politique documentaire</i>		
	Abonnements B2RM	76760
	Bibliothèque de préparation à l'agrégation et au CAPES de mathématiques	1500
	Imprimerie	18248
	Mise en place d'un atelier de reliure	2500
<i>Technologies de l'information et de la communication</i>		
Qualité de vie et de travail		
<i>Qualité de la vie étudiante</i>		
	Rénovation des bureaux et entretien matériel des bâtiments	10000
<i>Qualité de vie et de travail des personnels</i>		
	Aménagement de bureaux (investissement)	5000
Recherche		
Relations internationales		
Total des dépenses hors dépenses obligatoires (D)		205442

3- IEEA

3-1 Données de base de l'UFR d'I.E.E.A.

3-2 Note politique 2012

Introduction

L'UFR d'IEEA regroupe 4 services (Informatique, Électronique, Électrotechnique et Automatique). Ces différentes spécialités préparent au final à des métiers différents et ont des débouchés différents.

Depuis la rentrée 2010, l'UFR compte deux mentions de licences (Informatique et EEA) avec un total de cinq parcours, cinq mentions de master (Informatique, MIAGE, ASE, MiNT et GSI) avec quatorze spécialités. C'est entre 1300 et 1500 équivalent étudiants.

L'UFR d'IEEA c'est aussi 113 enseignants-chercheurs (37 PR et 76 MCF), 10 enseignants (5 PRAG et 5 PRCE), 9 ATER, 2 PAST et 23 contrats doctoraux. C'est enfin 60 BIATOS et 4 CDD.

Les enseignants-chercheurs et une partie des IATOS sont répartis dans 4 laboratoires (IEMN, L2EP, LAGIS et LIFL) mais aussi à l'INRIA Lille Nord de France, à l'IRCICA et à l'IRI.

Et enfin, l'UFR d'IEEA c'est 5 bâtiments rattachés : M3 & M3-Extension, M5, P2, P3 et P4.

Exécution du budget 2011

La plupart des projets importants annoncés pour 2011 ont été réalisés (au moins en partie). Après la mise en place du site de l'UFR et la réalisation des plaquettes pour l'UFR et pour l'ensemble de ses formations, nous avons continué par la réalisation de « Kakémonos » pour les quatre services. Ces kakémonos servent dans les différentes manifestations (Salon de l'étudiant, Journée portes ouvertes, forum des master,...). C'est un support facilement transportable et les collègues les utilisent quand ils interviennent dans les lycées.

Les associations d'étudiants n'ont pas encore demandé le soutien qui leur est alloué. Les nouveaux collègues extérieurs n'ont pas encore utilisé la dotation qui leur était réservée. Par contre un soutien a été apporté au colloque de la CDUS et à quelques collègues du laboratoire L2EP pour leur participation à une école d'été. Nous avons également financé la parution dans un encart région Nord du NouvelObs du 3 mars 2011, l'offre de formation de l'UFR. Un soutien a été apporté à l'organisation du forum des masters et à l'accueil des lycéens stagiaires. Le soutien aux formations représentait 78% de la dotation globale.

Actuellement, le budget est exécuté à hauteur de 65%. Nous pensons que le budget sera exécuté totalement d'ici la fin de l'année civile.

Note politique 2012

Au niveau recettes, on a constaté pour 2011 encore une baisse de la taxe d'apprentissage -20% par rapport à 2010. On attribue toujours cette baisse au contexte économique actuel. Le nombre de contrats de professionnalisation se stabilise. On peut estimer les recettes de la taxe d'apprentissage pour 2012 au même niveau que celles obtenues pour 2010, soit environ 60 000€. Pour cela, on envisage de mener une campagne auprès des entreprises et sensibiliser les collègues qui assurent le suivi des stages.

Le budget de l'UFR est composé de la dotation de fonctionnement (DF) à laquelle viennent s'ajouter des ressources propres : taxe d'apprentissage (60 000€), DAM facturée aux laboratoires (~21 563€), la dotation du CNFM (46 000€), la dotation de l'Ecole Marocaine des Sciences de l'Ingénieur (EMSI) dans le cadre de la délocalisation du master GSI, spécialité « Production et Maintenance » (1 000€), les Journées Nationales des Miages (120 000€) et la dotation pour l'atelier de mécanique et l'imprimerie (5 000€). Ainsi le budget total de l'UFR est estimé à 514 363€.

Les dépenses quand à elles se composent de dépenses obligatoires telles que la contribution aux charges communes estimée cette année à 5 853€ et les dépenses dues à la DAM estimées cette année à 7 873€. Ce qui laisse un budget de l'UFR de l'ordre de 500 637€.

Les projets prioritaires de l'UFR sont énumérés ci-dessous

Communication

Depuis maintenant plus de trois ans, l'UFR investit beaucoup de moyens sur les aspects communication. Ci-dessous, je vais développer quelques points que nous comptons réaliser.

- Pour l'année 2012, dans le cadre de l'ouverture à l'international, nous comptons réaliser la traduction de notre site et peut-être aussi de nos plaquettes en anglais. Il est important de pouvoir communiquer sur nos formations dans les pays européens (Royaume Uni, Belgique, Pays-Bas,...) mais aussi en Asie voire en Amérique.
- Actuellement, la licence EEA dispose d'un site réalisé en interne ne respectant pas la charte graphique de l'UFR et qui a besoin d'être refait. Nous comptons mettre en place un nouveau site pour cette formation avec l'aide du CRI ou de la junior entreprise de la MIAGE.
- Le semestre S3H de la licence informatique et le parcours L2 de la licence EEA sont reconduits pour cette année universitaire. Il est important de continuer à communiquer sur ces dispositifs qui permettent d'intégrer dans nos licences des étudiants venant de formations qui ne leur permettent pas d'intégrer directement la L3 (pour l'informatique) ou de suivre la L2 normale (pour l'EEA).
- Certains masters organisent des manifestations dont l'objectif est de se faire connaître auprès d'autres étudiants et aussi auprès des entreprises. Ces actions doivent être encouragées et soutenues.
- D'autre part, en 2011, l'UFR d'IEEA a organisé pour la première fois le « stage secondes » en collaboration avec les UFR de Mathématiques et de Physique. L'opération était une vraie réussite avec la participation de 25 élèves venant de 13 lycées de 11 villes différentes. Nous comptons reconduire cette action qui fait découvrir aux lycéens nos disciplines, nos formations et nos laboratoires de recherche. L'UFR apportera le soutien financier nécessaire au bon déroulement de ce stage. L'année dernière l'organisation était assurée par 5 collègues enseignants et une secrétaire de l'UFR. Nous aimerions que l'université reconnaisse le travail et l'investissement de tous ces collègues.
- Toujours dans le but de développer plus les relations lycées-université, il serait intéressant d'organiser avec les autres UFR de l'université une journée de rencontre entre les enseignants du supérieur et du secondaire. Il est en effet important de présenter à nos collègues du secondaire notre offre de formation et tous les moyens mis en place par l'université dans l'accompagnement des étudiants de licence. Il est aussi important que nos collègues du supérieur prennent connaissance des différentes filières et des nouveaux programmes des lycées.

Amélioration des conditions matérielles de travail des étudiants

Nos formations ont une partie expérimentale importante. La mise en place des TP est très couteuse pour toute la composante EEA. Cette composante utilise un matériel informatique souvent vétuste. Pour le service Informatique, il est nécessaire de faire évoluer constamment le parc de machines pour suivre les évolutions technologiques et logicielles et offrir aux étudiants un matériel décent (pas trop obsolète par rapport au matériel personnel dont ils disposent !). Actuellement, ce service arrive à renouveler son matériel informatique tous les 4-5 ans (on remplace 3-4 salles par an) ce qui est long.

Toujours, dans le but d'assurer des conditions de travail optimales pour nos étudiants, l'UFR consacre une partie de son budget pour compléter les subventions octroyées par l'université. En 2011, l'UFR a apporté, en complément à la subvention importante octroyée par l'université, une aide au CNFM (Coordination Nationale de la Formation en Microélectronique et en nanotechnologies) pour l'acquisition d'un matériel très couteux. Elle a également contribué au renouvellement du matériel informatique des salles de TP d'électronique.

Par ailleurs, l'UFR apporte une aide au monitorat informatique pour compléter la subvention accordée par l'université et afin d'offrir plus d'accès libre aux étudiants et assurer l'ouverture du bâtiment M5 jusqu'à 21 heures.

Soutien aux associations d'étudiants

En 2011, l'UFR a subventionné trois associations d'étudiants des différentes formations pour un montant de 4500€. Le rôle de ces associations est important pour la vie de nos formations. Elles

participent à l'animation des formations et participent aux différentes manifestations (journée portes ouvertes, salons,...). Ainsi, elles constituent un autre vecteur de communication que nous souhaitons continuer à soutenir. Deux associations étaient logées au sous-sol du bâtiment M3. Elles étaient installées dans une salle au rez-de-chaussée du M3. Depuis septembre 2011, elles disposent, en plus de la salle au M3, d'un local au M5 ce qui leur permet d'être plus proches des étudiants.

Accueil des nouveaux collègues

Depuis des années l'UFR apporte son soutien à l'installation des nouveaux collègues recrutés en dehors de l'Université Lille 1. En effet, c'est une façon de leur souhaiter la bienvenue et de les intégrer. L'UFR offre à chaque nouveau collègue une prime d'installation de l'ordre de 1500€, en général pour acheter un ordinateur portable ou de bureau. En 2011 ce soutien était de 3000€. Pour 2012 nous réservons à cette action 6000€ (soutien à 3 MCF et 1 PR).

Mise en sécurité

La mise en sécurité du bâtiment M5 est terminée en 2011 avec l'aménagement de l'aile B et l'accueil de toutes les spécialités du master informatique. Deux salles du bâtiment SUP viennent compléter le parc des salles informatiques et porte à 5 le nombre de salles réservées aux TP informatiques en L1 et L2. Nous comptons équiper toutes les salles du SUP de vidéoprojecteurs. Pour cela une demande de moyens sera faite auprès de l'université et l'UFR la complètera.

L'autre priorité consiste en la mise aux normes d'hygiène et de sécurité des bâtiments rattachés à l'UFR : M3 (sous-sol), P2 (certaines salles - voir le rapport du médecin du travail), P3 (Amphi Maxwell et WC) et P4 (sous-sol).

Aide aux colloques

Il faut également continuer à apporter un soutien aux colloques et écoles thématiques organisés au sein de l'université par nos collègues de l'UFR. Cette année, l'UFR a soutenu le colloque de la CDUS (1500€) . Elle a apporté son soutien à quelques collègues du laboratoire L2EP pour leur participation à une école d'été. Elle participe enfin à l'organisation d'un workshop Franco-Chinois dans le cadre de la mise en place d'un accord avec certaines universités chinoises.

Relations internationales

L'UFR a offert 15 ordinateurs à l'université de Yaoundé suite à la signature d'un accord de coopération entre les 3 universités lilloises et l'université de Yaoundé I au Cameroun. Elle participe à l'organisation du workshop Franco-Chinois en décembre 2011.

L'UFR a l'intention de se développer à l'international en communiquant sur ses formations pour attirer des étudiants étrangers. Elle soutiendra des missions dans ce sens.

Nos priorités

En premier lieu, la communication sous toutes ses formes dans le but d'attirer plus d'étudiants (nationaux et étrangers) vers nos formations et donc vers notre université. Vient ensuite la formation des étudiants en mettant en place tous les moyens pour un enseignement de qualité et en soutenant toutes les actions qui permettent de lutter contre l'échec. En troisième position, je mets le soutien à la recherche à travers l'accueil des nouveaux collègues et le soutien aux colloques et écoles.

Nour-Eddine OUSSOUS
Directeur de l'UFR d'IEEA

3-3 Avant projet de budget IEAA

1- Recettes hors quadriennal		dotation fonctionnement(**)
	Dotation fonctionnement identique à 2011 (B)	260 800
Ressources propres	Prévision 2012 (*)	
taxe d'apprentissage	60000	
frais de dossier	0	
formation continue	0	
autres	193563	
Total (A)	253563	
budget 2012 (A+B)		514363

(*) prévision composantes

(**) données USTL

2-Dépenses	Total (E+D)	514 363
2.1- Dépenses obligatoires €		13 726
Contribution charge communes (*)	e	5 853
Dam (estimée par la composante) (**)	f	7 873
2.2 - Programmes	Actions	
Administration générale et pilotage des UFR, écoles et instituts	Fonctionnement	62137
Actions non permanentes	Journées Nationales de la MIAGE	120000
	Ecole Marocaine des Sciences de l'Ingénieur	1000
	Atelier de mécanique & Imprimerie	5000
Formation	Enseignement (achat matériel & fonctionnement)	180000
Accompagner l'offre de formation		
Améliorer les conditions matérielles de l'enseignement	CNFM	46000
	Txe d'apprentissage	60000
Aider à la réussite	Relations Lycées - Université	3000
Etc.	Forums, salons	2000
Ressources		
Politique documentaire		
Technologies de l'information et de la communication		
Qualité de vie et de travail		
Qualité de la vie étudiante	Soutien aux associations	3000
Qualité de vie et de travail des personnels	Travaux de mise en sécurité, garage à vélos	4000
Recherche	Aide aux colloques	3000
	Installation des nouveaux collègues	7500
Relations internationales	Collaboration avec les universités étrangères	3000
	Accueil des étudiants étrangers	1000
Total des dépenses hors dépenses obligatoires (D)		500637

4- Physique

4-1 Données de base de l'UFR de physique

4-2 Note politique 2012

La note politique et le pré budget ont été approuvés à l'unanimité par le CA de l'UFR de Physique du 09/09/2011. Le pré-budget a été établi en supposant la DGF constante, et un budget des laboratoires de l'UFR en augmentation.

1) Recettes

Elles proviennent de la dotation de l'établissement, des ressources propres (taxe d'apprentissage) et de la contribution des laboratoires de l'UFR aux services communs.

Concernant la DGF, si elle reste inchangée (129479€) par rapport aux années 2010 et 2011, elle ne sera pas suffisante pour couvrir les dépenses récurrentes et incompressibles de l'UFR. Un complément de dotation serait le bienvenu. Concernant la taxe d'apprentissage sa baisse en 2010 et 2011 nous amène à penser que la conjoncture devrait amplifier cette baisse. Il semble prudent de budgétiser un montant de 20 000 €.

On peut également mettre au chapitre des recettes la dotation en heures complémentaires qui devrait couvrir les heures d'enseignement des intervenants "extérieurs" et une partie des "décharges" reconnues dans le référentiel..

2) Dépenses

L'une des dépenses principales correspond au fonctionnement des formations et en particulier celui des travaux pratiques. La baisse drastique des RIP entre 2010 (76000€) et 2011 (17000€) et celle de la taxe d'apprentissage n'a pas permis de répondre aux besoins des nouvelles formations et aux demandes en matériels des nouvelles habilitations.

Le montant des abonnements aux revues de physique de la Bibliothèque de l'UFR est régulièrement en augmentation sans que la DGF en tienne compte. Il sera difficile de maintenir ces abonnements dans le cadre d'un contrat que l'UFR doit assumer sans pouvoir le négocier.

Les dépenses en reprographie sont importantes (de l'ordre de 16000€), il est difficile de les réduire; les photocopiés étant un des supports de diffusion des connaissances (poly de TP, poly de cours...) et sont une aide importante aux étudiants.

La participation financière aux comités de sélection est une charge depuis 2009 (sans qu'une contrepartie ne soit versée par l'établissement).

3) Projets

Le développement de nos formations, la communication vers l'extérieur et l'amélioration des conditions de travail et de vie des usagers et personnels de l'UFR sont nos priorités. Les objectifs détaillés ci-après auront du mal à être réalisés dans le cadre d'une DGF constante.

1) Formations

- Développement de l'enseignement expérimental et plus particulièrement de la pédagogie spécifique des ATE.
- Développement de l'enseignement en alternance.
- Formation continue des BIATOS et EC
- L'action en direction du Liban et la mise en place de la collaboration avec Yaoundé1 seront soutenues.

2) Communication

La politique de communication de l'UFR sur ses formations et sa recherche sera structurée et renforcée :

- développement de sites WEB
- participation à différents salons (JPO, salon de l'Etudiant, forum des MASTERS....)
- participation à des manifestations (magiphy, fête de la science..), et aide aux colloques,
- communication par éditions de plaquettes et affiches (diffusion régionale et nationale, diffusion dans les CIOs....)
- La participation aux opérations RLU (stage des secondes, journée immersion) sera développée et soutenue financièrement.

3) Amélioration des conditions de travail et de vie

L'action menée en hygiène et sécurité dans les années précédentes sera poursuivie. L'accent sera mis sur les volets « produits chimiques » et « traitement des déchets » et l'UFR prendra en charge ce problème.

L'UFR participera à l'amélioration des conditions de travail de ses personnels (matériel adéquat, ergonomique, vigilance sur les risques professionnels) et les conditions de vie et de travail des étudiants (aide aux associations, développement de BDE...)

4) Relations internationales

La somme allouée à cette action peut paraître ridicule mais il est impossible de budgétiser une somme plus importante.

L'UFR soutiendra les opérations de coopération internationale dans le cadre des formations (Chine, Liban, Cameroun) et aidera l'accueil d'étudiants étrangers.

5) Recherche

L'UFR continuera à soutenir la recherche mais ne pourra le faire qu'en terme de mise à disposition de moyens humains et maintien de la qualité des services communs (logistique, Hygiène et sécurité)

6) Mutualisation de l'atelier de mécanique (Chimie-IEEA-Physique)

Ce projet devrait prendre effet en 2012. Cette mutualisation devra être accompagnée par une modernisation des matériels (tours, fraiseuses...), déjà prévue (BQR), mais aussi par la rénovation et mise aux normes des locaux d'accueil et des matériels existants. Cette mise aux normes et le déménagement devront être financés par l'établissement à l'origine de ce projet.

Carole Gors Directrice de l'UFR de Physique

4-3 Avant projet de budget, Physique

1- Recettes hors quadriennal		dotation fonctionnement(**)
	Dotation fonctionnement identique à 2011 (B)	129 479
Ressources propres	Prévision 2012 (*)	
taxe d'apprentissage	20000 0 0	
contribution laboratoire	136015	
Total (A)	156015	
budget 2012 (A+B)		285494

(*) prévision composantes

(**) données USTL

2-Dépenses	Total (E+D)	285 494
2.1- Dépenses obligatoires €		9 222
Contribution charge communes (*)	e	3 222
Dam (estimée par la composante) (**)	f	6 000
2.2- Programmes	Actions	
Administration générale et pilotage des UFR, ecoles et instituts	Administration générale	31762
	comité de selection	13500
	reprographie	18500
	Logistique et Hygiène et sécurité	9880
	entretien	8500
Formation		
<i>Accompagner l'offre de formation</i>	licence- deust	1000
	master	5000
	formaton des maitres	500
	physique itinérante	220
	tp	37500
	communication	8000
<i>Améliorer les conditions matérielles de l'enseignement</i>	informatique tp	1500
	rénovation TP (taxe d'apprentissage)	13500
<i>Aider à la réussite</i>	aide financière au TOEIC	1500
Ressources		
<i>Politique documentaire</i>	bibliothèque	79000
Qualité de vie et de travail		
<i>Qualité de la vie étudiante</i>	BDE, Aide à la formation et aux associations (TA)	5000
Recherche	communication, aide aux colloques	2000
	atelier mécanique	11220
	magasin, électronique, azote	27190
Relations internationales	RI	1000
Total des dépenses hors dépenses obligatoires (D)		276272

5-Chimie

5-1 Données de base de l'UFR de Chimie

5-2 Note politique 2012,

Comme l'an dernier, la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) de L'UFR de chimie est de 130724€ pour l'année 2012. Celle-ci n'est toujours pas suffisante pour assurer la survie de notre UFR au regard des transferts des nouvelles charges de plus en plus contraignantes.

Le Prébudget présenté s'appuie sur la DGF et les recettes propres (Taxe d'apprentissage, Centres communs, Cotisations laboratoires).

Il est en légère diminution de 1,07% dû à une moindre rentrée de la taxe d'apprentissage pour la 2^{ème} année consécutive.

L'an dernier, la baisse de la taxe d'apprentissage était due à une baisse de l'activité des entreprises. Une campagne plus ambitieuse a permis son maintien cette année, mais une partie des contributions n'est pas arrivée à l'UFR. Une plus grande transparence sur la redistribution des contributions permettrait d'avoir un meilleur retour, à la hauteur des efforts fournis par les UFR.

La cotisation des Laboratoires (6% de leur budget quadriennal fonctionnement, au prorata des Personnels inscrits à l'UFR) permet d'assurer un fonctionnement sans à coup par injection de liquidité. Cette année, l'assiette de prélèvement a été élargie par la demande d'une contribution au Laboratoire Géosystèmes au prorata des personnels attachés à l'UFR.

Les lignes de dépenses principales correspondent à l'accompagnement des formations et des Travaux qui représente l'équivalent de 91% de la DGF.

La variabilité des recettes de la taxe d'apprentissage ne permet pas de considérer celle ci comme une ressource sûre Elle est utilisée pour l'achat de nouveaux équipements et l'amélioration des conditions de travail des étudiants.

Les 9% restants de la DGF et les 6% de cotisation des Laboratoires sont affectés à l'administration et au pilotage de l'UFR, ce qui permet une meilleure ventilation des moyens financiers en fonction des besoins, La très forte augmentation observée pour cette ligne s'explique par l'intégration du budget du Magasin de produits chimiques.

Les autres centres communs de l'UFR sont en appui à la recherche et s'autofinancent par leurs activités vers les entreprises.

Les principales actions pour l'année 2012 sont présentées ci dessous. Elles ne pourront pas toutes être accomplies sans un complément financier important et sont présentées dans l'ordre des priorités pour chaque partie.

1) Communication

- Communication sur les maquettes d'enseignement en Chimie.
- Mise en place de Groupes d'étudiants de l'UFR de Chimie pour présenter les différents aspects de la chimie auprès des élèves de collège et des primo entrants au lycée.
- Soutien aux Olympiades de la Chimie et à Chimie itinérante.
- Communication vers les industriels régionaux sur les possibilités d'analyses offertes à l'UFR de Chimie via les plateformes technologiques.

2) Appui à la Recherche

- Participation au financement des écoles d'été et des congrès organisés par les Laboratoires et Formations rattachés à l'UFR.
- Participation au financement des comités de sélection.

3) Amélioration de la qualité de vie et de travail

- Formation continue des personnels : Soutien à la formation des enseignants-chercheurs et des Personnels AITOS sur des formations spécifiques.
- Soutien au concours.
- Aide au développement des associations « Etudiants en Chimie »
- Mise en place d'une remise de diplôme.
- Mise en place de dispositifs professionnalisant pour les étudiants (cahier de laboratoire unique, Projets personnels en chimie).

4) Hygiène-Sécurité

- Amélioration de la sécurité passive des Bâtiments de Chimie.
- Achats de défibrillateurs pour les bâtiments accueillant des étudiants

Alain RIVES
Directeur de l'UFR de Chimie

5-3 Avant projet de budget, Chimie

1- Recettes hors quadriennal		dotation fonctionnement(**)
	Dotation fonctionnement identique à 2011 (B)	130 724
Ressources propres	Prévision 2012 (*)	
taxe d'apprentissage	29313	
	0	
	0	
autres	278086	
Total (A)	307399	
budget 2012 (A+B)		438123

(*) prévision composantes

(**) données USTL

2-Dépenses	Total (E+D)	438 123
2.1- Dépenses obligatoires €		24 137
Contribution charge communes (*)	e	4 137
SLAM (estimée par la composante) (**)	f	20 000
2.2- Programmes	Actions	
Administration générale et pilotage des UFR, écoles et instituts		163265
Formation		118721
Accompagner l'offre de formation		
Améliorer les conditions matérielles de l'enseignement		
Aider à la réussite		
Etc.		
Ressources		
Politique documentaire		
Technologies de l'information et de la communication		9000
Qualité de vie et de travail		
Qualité de la vie étudiante		1000
Qualité de vie et de travail des personnels		3000
Recherche	Colloques	4000
	J.J.Chercheurs	5000
	Spectrometrie de masse	30000
	RMN	40000
	PRAS XPS	40000
Relations internationales		
Total des dépenses hors dépenses obligatoires (D)		413986

6- Biologie

6-1 Données de base de l'UFR de biologie

6-2 Note politique 2012

L'UFR de Biologie regroupe **11 unités de Recherche** et **8 secteurs disciplinaires** dans le domaine de la Formation. Nos Laboratoires se situent dans quatre bâtiments du campus et sur deux autres sites : l'Institut de Biologie de Lille, sur le campus Calmette, et l'Institut de Recherche Interdisciplinaire en périphérie de la Cité Scientifique. Notre composante inclue aussi trois services communs : les **Serres**, l'**Animalerie** et le **Centre Commun d'Imagerie Cellulaire (CCMIC)**.

Bien que les budgets des laboratoires s'affranchissent des périmètres financiers de l'UFR, nous revendiquons néanmoins une place dans la restructuration de la recherche, et nous sommes impliqués dans les problèmes d'hygiène et de sécurité, et d'amélioration des locaux. Nos laboratoires se retrouvent au sein de deux Instituts, notre composante demeurant un lieu d'échanges entre ces différentes équipes de recherche. Notre **Conseil Scientifique** reste aussi l'interface entre enseignement et recherche, et doit plus que jamais développer des actions de formation avec les laboratoires et plateaux techniques, particulièrement au niveau Master.

Notre **Conseil des Etudes** réuni mensuellement ces dernières années est un lieu d'échanges devenu indispensable au sein de notre composante. Nous avons entrepris d'améliorer la visibilité de notre offre de formations, et soutenons les actions visant à les faire connaître auprès des étudiants et des lycéens (création de plaquettes de présentation des formations; présentations par vidéo projections au sein de Lycées ; création d'un site Internet de l'UFR de Biologie ; participation à des salons). Pour atteindre ces objectifs nous disposons d'un personnel statutaire pouvant plus particulièrement développer nos actions de communication. Nous avons aussi le souci de développer la communication au sein de notre composante (le site de l'UFR est aussi dédié à cet usage).

Nous avons engagé une politique volontariste afin d'obtenir des ressources nouvelles : nous continuons de développer une politique en direction des entreprises, afin d'être destinataire de plus de fonds issus de la Taxe d'Apprentissage. Nous soutenons les initiatives permettant le développement de la professionnalisation au sein de nos enseignements et la création de nouvelles formations. La première **licence professionnelle** de notre composante (**Conseil et Gestion en Qualité de Vie, spécialité Vieillesse – Qua2Vie**) a été ouverte cette année. En partenariat avec le Lycée Valentine Labbé, une autre licence pro est à l'étude dans le secteur biotechnologique. Nous soutenons aussi dans ce Lycée la création d'une classe préparatoire aux grandes écoles (classe Technologie et Biologie). D'autre part nous développons la Formation Continue et la Formation par Alternance : les « Ateliers Biotechnologiques » du Master « Génomique et Protéomique » (créés en partenariat avec des plateaux techniques ou des entreprises) sont proposés aux entreprises pour la formation de leurs cadres et un partenariat est envisagé à la demande de l'Université de Liège ; le M2 Génomique et Protéomique est proposé en alternance ; en M2 des « missions » (projets tutorés) se font en partenariat avec des porteurs de projets de création d'entreprises. Le Master Agro Alimentaire est un Master Régional reconnu impliquant cinq Universités de la Région Nord – Pas de Calais. Nous supportons des formations en partenariat avec d'autres composantes, plus particulièrement l'UFR de Chimie (Master Chimie et Biologie), la Station Marine de Wimereux (Master Ecologie), l'IAE (M2 Génomique et Protéomique). Notre composante a des formations en partenariat avec les Universités de Lille 2 (Master BB), Lille 3 (Qua2Vie), l'ULCO (Master Ecologie), et l'Artois (Master MEF).

Nous continuons l'effort entrepris ces dernières années pour l'instauration d'un enseignement de plus en plus performant par le biais de l'expérimentation et par le développement des TICE. Des projets de *e-learning* ont reçu un financement. L'UFR de Biologie a pour particularité d'effectuer de l'expérimentation sur du matériel vivant qui consomme une grande partie de sa DF. Le matériel vivant est souvent coûteux et à ces frais d'acquisition il faut ajouter le coût de l'hébergement journalier en animalerie, l'élimination des animaux et des déchets biologiques. La réglementation concernant l'expérimentation animale devient de plus en plus contraignante et se traduit obligatoirement soit par une augmentation des coûts de mise en œuvre des animaux

soit par la mise en place de nouveaux modèles expérimentaux.

Certains enseignements de Biologie ne peuvent se concevoir sans effectuer des expérimentations sur le terrain (Licences BOP et de Sciences Naturelles, Master Ecologie). Ces particularités entraînent des surcoûts élevés liés au transport des étudiants et aux frais d'hôtellerie pour les expérimentations à la Station Marine de Wimereux, et des frais de location de la Halle de Biotechnologies de l'IUT 'A', pour les étudiants du Master Agroalimentaire Régional.

La croissance en besoins financiers est aussi le résultat d'une évolution dans le secteur de l'enseignement de la Biologie depuis quelques années, et de la nécessité de concevoir des TP en milieu proche de celui rencontré dans les entreprises. L'utilisation des technologies nouvelles de génomique, protéomique, glycomique et les appareillages de plus en plus sophistiqués et fortement dédiés à une technique fonctionnant avec des « kits » de réactifs augmentent le prix de revient d'une séance de TP. Ces manipulations ne peuvent être réalisées dans des espaces souvent vétustes qui ont grand besoin d'être rénovés pour une utilisation rationnelle des appareillages et des techniques selon les normes des Bonnes Pratiques de Laboratoire et de l'Hygiène et de la Sécurité des étudiants.

C'est dans cette optique que l'UFR demande toujours un réaménagement des salles de TP du bâtiment SN1, vétustes et n'obéissant pas au minimum requis en matière d'Hygiène et de BPL. Nous attendons toujours : le rapatriement des salles de TP de Microbiologie du bâtiment C6 vers le SN1 et le déplacement en conséquence des TP de Neurosciences du SN1 RdC vers son sous-sol ; la restructuration des salles de TP 17, 19 et 21 du bâtiment SN1.

Notre **Commission Patrimoine** a fait l'inventaire des collections de notre UFR : ouvrages, animaux naturalisés, herbiers... Outre leur intérêt patrimonial, ces collections ont aussi un intérêt pédagogique et il est urgent qu'elles soient sauvegardées, et rendues plus facilement accessibles aux étudiants. Nos projets d'aménagements de salles de TP et TD du SN1 tiennent compte de ces exigences. Notre **Commission Environnement** a travaillé sur le devenir des actuelles serres pédagogiques, et élabore un projet qui concerne tant l'enseignement que la recherche. Les crédits alloués dans le cadre de la DF ne peuvent servir qu'aux dépenses courantes de fonctionnement des différentes disciplines de la Biologie sans pouvoir effectuer d'investissements conséquents. Sans appel d'offre RIP et TIC il n'y aurait aucune possibilité d'investir dans du matériel nouveau ou d'effectuer le renouvellement des matériels obsolètes. Les sommes obtenues dans le cadre de ces appels d'offre nous ont permis ces dernières années de renouveler notre parc de microscopes et de loupes binoculaires, de nous équiper en PSM... Nous souhaitons maintenant poursuivre l'acquisition de matériel permettant d'effectuer les TP de haut niveau proposés par nos équipes pédagogiques. Deux amphis restent à équiper en matériel vidéo ; du matériel de haute technologie acquis récemment nécessite des aménagements de salles pour pouvoir être disponible auprès des étudiants.

Véritable interface entre enseignement, recherche, monde économique, les objectifs de notre UFR de Biologie peuvent se décliner de la façon suivante :

- 1-Poursuite de l'effort en vue de l'amélioration de la formation par l'expérimentation, le développement de l'enseignement à distance;
- 2-Participation aux restructurations des salles de TP et TD du bâtiment SN1 : accueil de la Microbiologie, transfert des salles de TP de Neurosciences, restructuration des salles de TP du RdC et du 1^{er} étage du SN1 ;
- 3-Poursuite du développement d'une politique de communication ;
- 4-Développement d'actions de préservation de notre patrimoine et de sa valorisation ;
- 5-Développement des interfaces enseignement – recherche, et aussi enseignement - monde économique ;

Le Directeur de l'UFR de Biologie

François FONTAINE

6-3 Avant projet de budget, Biologie

1- Recettes hors quadriennal		dotation fonctionnement(**)
	Dotation fonctionnement identique à 2011 (B)	240 851
Ressources propres	Prévision 2012 (*)	
taxe d'apprentissage (UFR de Biologie + Station Marine Wimereux)	7000	
factures internes (FACTIN)	35000	
formation continue	0	
Autre : CCMIC et Animalerie (budget transitoire)	15000	
Total (A)	57000	
budget 2012 (A+B)		297851

(*) prévision composantes

(**) données USTL

2-Dépenses	Total (E+D)	289 851
2.1- Dépenses obligatoires €		5 912
Contribution charge communes (*)	e	912
Dam (estimée par la composante) (**)	f	5 000
2.2- Programmes	Actions	
Administration générale et pilotage des UFR, ecoles et instituts	Gestion de l'UFR	35589
	DGF à reverser à Wimereux	12000
	Communication (JPO, plaquettes, divers...)	4000
	Régie	250
Formation		
	Droits de copies taxe CFC	5000
	Stages Licence et Master à Wimereux dont 4500 euros de taxe d'apprentissage.	6000
Accompagner l'offre de formation	Location Halle de Biotechnologie de l'IUT	6100
Améliorer les conditions matérielles de l'enseignement	Hygiène et sécurité des enseignements	20000
	Travaux pratiques en licence et master	175000
Aider à la réussite		
Etc.		
Ressources		
Politique documentaire		
Technologies de l'information et de la communication		
Qualité de vie et de travail		
Qualité de la vie étudiante		
Qualité de vie et de travail des personnels	Entretien et aménagement des locaux	5000
Recherche	CCMIC et Animalerie (budget transitoire)	15000
Relations internationales		
Total des dépenses hors dépenses obligatoires (D)		283939

7- Sciences de la terre

7-1 Données de base de l'UFR des Sciences de la terre

7-2 Note politique 2012

La politique de l'UFR des Sciences de la Terre

L'UFR des Sciences de la Terre est une des plus petites composantes de l'Université. Elle a néanmoins un rôle majeur à jouer en enseignement dans la région Nord et au-delà dans le quart Nord-Ouest de la France. C'est en effet la seule structure qui a la masse critique et la palette de disciplines suffisante en Sciences de la Terre pour proposer dans ces domaines géographiques :

- Une formation générale en Sciences de la Terre au niveau Licence et une formation un peu plus spécialisée autour du domaine Sédimentaire *sensu lato* et de l'Environnement en Master Recherche.

- En collaboration avec l'UFR de Biologie, une formation des Maîtres en Sciences naturelles de qualité tant par sa palette de disciplines couvertes que par son expérience reconnue par la réussite aux concours CAPES-AGREG de ses étudiants.

C'est également une composante qui a su répondre en partie à l'évolution des besoins en formation professionnelle de cadres et de techniciens avec une spécialité de Master en Géologie de l'Ingénieur, une Licence Pro « Geosol » et différents DEUSTs dans le domaine des « géo-environnements ». Ces formations sont reconnues et placent leurs étudiants. Les DEUST ajoutent une dimension sociale à notre effort de formation en permettant de réinsérer dans le monde du travail des jeunes en difficulté.

En 2010-2011, l'UFR est passée aux nouvelles maquettes du plan quadriennal et à l'application de la nouvelle règle TP-TD. Cela s'est traduit par une augmentation significative de nos charges d'enseignement. A cela s'ajoute un déséquilibre disciplinaire lié à notre spécialisation en recherche alors que cette filière rencontre une certaine désaffection (depuis 2005, passage progressif de 18 à 4 étudiants en spécialité Master Recherche GAP). Il est associé à une faiblesse structurelle historique dans les domaines de recherche porteurs de débouchés pour les étudiants (environnement *sensu lato*, géologie appliquée, géologie de réservoirs...). L'année 2010-2011 a marqué un gros effort pour la recherche avec le recrutement de deux MCF et d'un IGR pour la FRE « Géosystèmes » qui est en restructuration et redeviendra UMR en Janvier 2012 après l'expertise favorable du CNRS cette année. Le revers de la médaille est que les besoins en enseignement, notamment professionnalisant, n'ont pas été pris en compte et nous oblige à des solutions non satisfaisantes comme le recrutement de deux ATER extérieurs pour des C-TD-TP de spécialité (environnement *sensu lato*, géotechnique...). Nous n'avons pu anticiper le départ à la retraite de JP Colbeaux qu'au prix de la surcharge d'un jeune collègue (A. Gauthier) qui pilote deux de nos formations professionnelles (DEUST « Environnement et Déchets » et Master « Géolin ») en l'absence de professeurs susceptibles d'animer ce type de formation.

L'arbitrage de l'Université en faveur du recrutement d'un professeur pour le LGCgE devrait permettre de répondre à ce besoin d'encadrement de nos formations professionnelles et en partie aux besoins spécifiques en enseignement. D'autre part, le recrutement d'un professeur est une occasion à saisir pour la FRE « Géosystèmes » d'ancrer l'un ou l'autre de ses axes de recherche dans le monde professionnel pour pouvoir conserver un Master qui attire les étudiants par ses débouchés potentiels.

Pour les postes de BIATOS, l'UFR cherchera à continuer une politique de rationalisation de ses emplois comme celle réalisée avec le pôle administratif commun UFR-FRE-LGCgE qui a permis de passer de six à quatre postes administratifs et de permettre des recrutements « recherche » ou le rehaussement de postes à moyens constants pour la promotion de certains de nos personnels. Cette année l'opération de rehaussement acceptée par l'Université devrait nous permettre d'offrir la possibilité d'une promotion de notre responsable administrative et financière (passage de TCH en ASI).

Nous continuerons également, comme chaque année, à améliorer les conditions de travail des enseignants, des étudiants et des personnels en poursuivant nos efforts dans la rénovation des locaux et des moyens d'enseignement, notamment au SN1. En particulier, cette année nous allons chercher à rationaliser l'utilisation de nos locaux spécialisés (salle de TP) pour libérer des créneaux de salles banalisées. Pour cela nous demanderons à l'Université la pose d'une cloison mobile dans la salle 307 du SN1, ce qui permet, comme cela a déjà été fait en salle 301 une meilleure modularité des salles d'enseignement. Nous essaierons également d'ouvrir nos salles spécialisées d'enseignement du SN5 même si cela est plus difficile car cela amène à devoir gérer des flux d'étudiants dans un bâtiment « recherche » qui n'est pas fait pour cela.

Enfin, cette année, nous souhaitons continuer à améliorer l'enseignement sur le terrain qui, si il est fondamental pour nos étudiants, est également très coûteux et suit l'augmentation constant du coût de la vie. L'année dernière nous avons réussi à offrir des journées de terrain supplémentaires à nos étudiants de Licence (travail dans les Vosges et dans le Massif de l'Eiffel en Allemagne). Nous souhaiterions continuer avec les étudiants du DEUST Guide Nature Multilingue pour qui en tirerait un important bénéfice. L'autre objectif sera de poursuivre la baisse de la contribution des étudiants aux frais de terrain. Cette année nous avons mis en place une contribution calculée sur des éléments classiques de la vie étudiante (prix du ticket de repas, location de chambre au CROUS, ticket métro...) afin qu'elle soit homogène pour les différents enseignements sur le terrain et alignée sur le coût de la vie étudiant. Pour l'année qui vient nous pensons supprimer la contribution au logement pour alléger la charge financière des étudiants qui suivent des camps de terrain longs.

Le budget de l'UFR 2012 au service de cette politique

Le budget de l'UFR des Sciences de la Terre est proportionnel à sa taille et nos marges de manœuvre financière sont donc forcément limitées. Néanmoins, différentes opérations spécifiques ont pu être menées en 2011 en partie grâce à l'aide de l'Université (crédits RIP et TIC) et une gestion financière rigoureuse :

- Le renouvellement d'un traceur grand format pour les enseignements professionnels (4 k€).
- L'achat de matériel pédagogique divers pour notre Centre de Documentation et de Révision (5 k€).
- Des compléments d'équipement pour la salle humide destinée aux TP des enseignements professionnels (14 k€).

- La rénovation de la salle 307 du SN1 destinée notamment aux étudiants de la filière enseignement (10 k€).

Avec une dotation 2012 similaire à celle de 2011 et une taxe d'apprentissage du même niveau qu'en 2010 nous espérons pouvoir :

- Augmenter la part de terrain dans nos formations tout en diminuant la contribution des étudiants aux camps de terrains (-15 % de la contribution des étudiants).

- Poursuivre la rénovation des locaux d'enseignements spécifiques (5,5k€) avec l'aide de l'Université. Notre priorité en 2011 sera la pose d'une cloison mobile en salle 307 du SN1 et continuer à améliorer notre CDR et équiper nos salles de systèmes de video-projection.

- Si des crédits RIP le permettent, achever le renouvellement du parc de microscopes optiques, renouveler du matériel de terrain et du matériel de TP pour nos différentes filières et notamment les filières professionnelles qui demandent l'acquisition de compétences pratiques et techniques.

- Avec l'aide de l'Université et les équipes de recherche, contribuer (2k€) à la formation de certains collègues EC à des outils logiciels dont l'enseignement est devenu maintenant indispensable.

JL Potdevin, directeur d'UFR

7-3 Avant projet de budget, Sciences de la Terre

1- Recettes hors quadriennal		dotation fonctionnement(**)
	Dotation fonctionnement identique à 2011 (B)	59 456
Ressources propres	Prévision 2012 (*)	
taxe d'apprentissage	17 000	
Camps de terrain	18 000	
Prêts minibus / Posters / Lames minces	1 500	
Participation labos frais commun	5 000	
Total (A)	41 500	
budget 2012 (A+B)		100 956

(*) prévision composantes

(**) données USTL

2-Dépenses	Total (E+D)	100 956
2.1- Dépenses obligatoires €		6 777
Contribution charge communes (*)	e	1 777
Dam (estimée par la composante) (**)	f	5 000
2.2-Programmes	Actions	
Administration générale et pilotage des UFR, écoles et instituts	Fonctionnement	13 179
	Frais comité sélection	3 000
Formation	Licences et Masters	
<i>Accompagner l'offre de formation</i>	Camps de terrain	60 000
	Fonctionnement divers	10 000
<i>Améliorer les conditions matérielles de l'enseignement</i>	Rénovation salles TP	2 000
<i>Aider à la réussite</i>	Formation des enseignants aux outils industriels	2 000
Ressources	Documents pédagogiques CDR	1 000
<i>Politique documentaire</i>	Amélioration CDR	2 500
<i>Technologies de l'information et de la communication</i>		
Qualité de vie et de travail		
<i>Qualité de la vie étudiante</i>		
<i>Qualité de vie et de travail des personnels</i>	Equipement cafétéria commune	500
Recherche		
Relations internationales		
Total des dépenses horsdépenses obligatoires (D)		94 179

8- Station marine de Wimereux

8-1 données de base de la station marine de Wimereux

8-2 Note politique 2012

La Station Marine de Wimereux est un Département de l'Université de Lille 1 Sciences et Technologies dont les statuts ont été approuvés par le Conseil d'Administration de l'Université le 5 février 1999 (délibération 99-07).

Le département Station Marine assure quatre missions :

- une mission de recherche actuellement réalisée dans le cadre des recherches de l'UMR 8187 LOG (Laboratoire d'Océanologie et de Géosciences) dont le directeur est François SCHMITT ;
- une mission d'observation du milieu littoral côtier assurée également par le LOG ;
- une mission d'accueil (dont l'hébergement et la restauration) de chercheurs, enseignants-chercheurs et étudiants ;
- une mission d'enseignement dispensé à la station en écologie littorale, en faune et flore marines et dans le cadre de l'UFR de biologie (écologie, biostatistiques essentiellement);

Deux de ces missions sont spécifiques par rapport aux autres composantes de l'Université de Lille 1 : l'accueil-hébergement et l'observation.

A ce jour, 9 enseignants chercheurs, deux « moniteurs » et 7 BIATOSS sont rattachés au département auxquels se rajoutent 22 personnels titulaires et contractuels du laboratoire LOG.

Personnels

Un effort de clarification des organigrammes a été entrepris en début d'année 2011 afin de séparer le personnel affecté au laboratoire LOG de celui affecté au département. Cette clarification a permis de mieux identifier les missions des deux entités, de leurs personnels ainsi que les coûts associés. La responsable administrative de notre département (L. Dauvin) devrait obtenir une mutation prochaine pour l'université de Caen. Son activité était partagée entre la gestion administrative du département mais aussi celle du laboratoire hébergé. La mission du poste de remplacement sera entièrement dédiée au département afin de finaliser la séparation des missions du département et du laboratoire. Nous avons employé en 2011 une secrétaire à 60% de son temps (K. Butelle) pour pallier au surcroît d'activité du département et du laboratoire sur nos ressources propres.

Un enseignant-chercheur (L. Denis) est en délégation auprès de l'IRD depuis un an et jusqu'à la rentrée 2012. Par ailleurs, ce collègue a obtenu un poste de professeur au concours dans notre département. Selon les arbitrages de l'équipe de direction, le support de maître de conférence libéré devrait nous être ré-attribué (concours à la rentrée 2012).

Mission enseignement

Une spécificité de la Station Marine est son éloignement du campus. Il en résulte que les neuf enseignants-chercheurs (5 MCU + 3 Pr + 1 ATER) assurent une grande partie de leur enseignement et participent à diverses réunions qui y sont liées (jurys, comités de sélection...)

sur le campus, ce qui occasionne de fréquents déplacements. En moyenne, 182 déplacements par an sont effectués chaque année sur la seule base des enseignements. **Le coût de transport de ces déplacements est entièrement supporté par le département. Il est estimé à 9 000€/an (frais d'essence, train, repas). Il serait souhaitable que ce coût s'ajoute à la DGF initiale.**

Outre les frais de transport, ces A/R fréquents vers le campus Lillois occasionnent des temps de trajet non négligeable. Nous avons estimé un temps de trajet de 3 à 4 h A/R pour 4.4h éq TD dispensés en enseignement. Sur proposition du VP formation S. Maouche, une prise en compte de 1,5h équivalent TD par trajet a été faite pour l'année universitaire 2010-2011. Au total, de l'ordre de 273 h en heures complémentaires ont été attribuées au département via l'UFR de biologie. Nous espérons que cette mesure pourra se poursuivre en 2011-2012. Finalement, le parcours FOGEM du master 2 ECOLOGIE (co-habilité Lille1 et ULCO, 21 étudiants) a effectué sa deuxième rentrée dans nos murs.

Mission accueil

L'essentiel de nos ressources propres viennent de l'activité accueil, une partie moindre provenant de la vente d'organismes marins vivants. L'activité accueil concerne la mise à disposition de salle de cours et de TP, de stabulation d'organismes vivants en aquarium, la restauration et l'hébergement soient de stages provenant de Lille 1 (dans le cadre des maquettes des formations de l'UFR de biologie notamment) soient de stages extérieurs y compris européen (Belgique, Pays-Bas par exemple). Notre hébergement sur site a été fermé sur décision administrative depuis 2 ans et nous avons dû externaliser ce service (essentiellement le camping du soleil à Wimereux). Le coût de ce service est maintenant plus élevé que dans nos propres locaux. Une dotation exceptionnelle de l'ordre de 10 000 € de la présidence nous permet de compenser la différence engendrée pour les stages Lillois. Cette aide est indispensable. Pour les stages extérieurs nous ne reportons pas systématiquement le surcoût engendré sur les bénéficiaires et nous prenons une partie de cette charge sur nos ressources. Néanmoins, nous avons décidé d'augmenter les tarifs de nos prestations pour pallier à ce problème et nous offrir plus de marge de manœuvre budgétaire. Nous avons également établi des coûts séparés entre restauration/hébergement et la mise à disposition des salles TP/TD et aquariums que nous avons regroupé sous l'intitulé « droit de stages ». Désormais, l'accueil de stage dans nos locaux peut se faire indépendamment de l'offre d'hébergement et de restauration

La mise en conformité de nos locaux hébergements est un dossier très complexe qui n'aboutira vraisemblablement pas à court terme. L'intervention d'un architecte programmiste est prévue avant la fin 2011. Ce professionnel nous aidera à planifier des tranches de travaux pour faciliter la mise en conformité de nos locaux et leur modernisation. Il sera plus aisé par la suite de démarcher des acteurs locaux privés (camping du soleil), associatifs et/ou institutionnels (GIS Campus de la mer ; centre régional de voile légère) pour finaliser un dossier de rénovation.

Mission recherche/observation

L'augmentation régulière des effectifs du laboratoire de recherche hébergé n'est pas sans impact sur les frais d'infrastructure. Le département supporte presque entièrement les charges directes et indirectes liées à la recherche (infrastructure, fluides, téléphone, photocopies, services postaux, réseaux...). Le département a mis en place une facturation forfaitaire liée au nombre de personnes présentes dans le bâtiment et affecté au LOG. Cette participation du laboratoire s'est montée à 8000 € pour l'année 2011.

Autres

La création d'une ligne de fibre optique entre Boulogne-sur-mer et Wimereux via Orange a permis d'augmenter notre débit réseau de 2 Mb/s à 10 Mb/s ce qui a amélioré nos conditions de travail. Cette action est supportée à parts égales entre notre université et l'ULCO. Notre taxe d'apprentissage qui était traditionnellement élevée (5 à 6000 €/an), avait baissé ces deux dernières années. Le niveau de cette T.A. en 2011 est redevenu plus conforme à nos attentes (4000€) certainement en raison d'une recherche plus active de contributeurs de notre part.

Hypothèses de travail pour l'élaboration du budget 2012

Le poste recette est revu à la hausse pour plusieurs raisons :

- Nos ressources propres ont augmenté cette année en raison de l'accueil de nouveaux stages et/ou d'effectifs d'étudiants plus élevés par stage. Nous espérons obtenir le même résultat pour l'année 2012. De même, nous envisageons une augmentation des tarifs qui devrait augmenter nos recettes de 16000 € environ (pour un effectif accueilli équivalent).
- La taxe d'apprentissage récoltée a été également plus élevée en 2011 et correspond plus à la somme traditionnellement récoltée. Ce poste passe à un montant de 4500€.
- La DGF est divisée en deux parties pour notre structure. La DGF de l'établissement qui vise à palier à l'entretien du bâtiment et à payer les factures courantes de fluides (eau, électricité, gaz) n'a pas évolué depuis deux ans (42 552 €). La DGF enseignement nous est « reversée » par l'UFR de Biologie. Cette DGF a été ré-évaluée à la hausse après de nombreuses années de stagnation malgré l'accroissement du nombre d'étudiants accueilli dans nos murs. Le montant est désormais de 12 000 € Le total des recettes s'élèvent à 209052 €.

En ce qui concerne les dépenses, elles sont en augmentation par rapport au budget 2011 (+13%). Cette augmentation est en partie liée à une augmentation des charges incompressibles due au fonctionnement du département et du laboratoire hébergé (augmentation du prix des ressources énergétiques et de l'eau). Une contribution de 25000 € est identifiée pour la recherche via le paiement de factures de charges directes et indirectes (téléphones, eau, électricité etc..). Une forte partie des dépenses est due à l'activité d'accueil (frais d'hébergement externalisé, fournitures pour les repas etc..). Pour l'autre partie, l'augmentation des prix du service accueil doit nous permettre de dégager des dépenses supplémentaires. Les dépenses des lignes formations/enseignement correspondent à l'achat de consommables pour les travaux pratiques, des actions spécifiques pour le Master Ecologie parcours FOGEM (3000 €), des achats d'ouvrages ainsi que les missions des enseignants sur le campus lillois (de l'ordre de 9000 €).

La marge de manœuvre budgétaire pour les projets de la structure est relativement faible (environ 10% du budget). Dans ces dépenses totales, nous réservons un budget de 9000 € pour accompagner des travaux qui sont nécessaires dans le département pour faciliter l'accueil de nos formations mais aussi du laboratoire hébergé (rénovation de bureaux, équipement de salle pédagogique, de salles de travaux pratiques....). De même, un budget de 13 500 € est consacré à l'emploi d'une secrétaire (quotité 60%) qui permet de pallier à la surcharge de travail du département (services accueil et enseignement) tout comme du laboratoire hébergé. Cette marge de manœuvre ne nous permet pas de faire face à certaines dépenses plus lourdes de l'infrastructure pour lesquels une aide spécifique à l'université sera demandée hors de ce budget prévisionnel. Par exemple, le changement d'une partie du câblage du réseau qui est non blindé à ce jour est nécessaire pour augmenter le débit général de celui-ci (coût estimé 10 000 €).

8-3 Avant projet de budget, Wimereux

1- Recettes hors quadriennal		dotation fonctionnement(**)
	Dotation fonctionnement identique à 2011 (B)	54 552
		dont 42 552 DGF SMW
		+12 000 DGF UFR de Biologie
Ressources propres	Prévision 2012 (*)	
taxe d'apprentissage	4 500	
Ressources propres accueil	120 000	
Ressources propres pilotage	30 000	
Total (A)	154500	
budget 2012 (A+B)		209 052,00

(*) prévision composantes

(**) données USTL

2-Dépenses	Total (E+D)	209 052
2.1- Dépenses obligatoires €		6 000
Contribution charge communes (*)	e	0
Dam (estimée par la composante) (**)		6 000
2.2-Programmes	Actions	
CF 9083		
<i>Administration générale et Pilotage</i>		
	Fonctionnement du Département	70 500
	Fonctionnement (charges incompressibles)	
	Projets	9 052
	Contribution Recherche LOG	25 000
CF 9084		
<i>Formation</i>		
	Accueil des stages	82 000
	Hébergement et restauration	
Formation 90844		
	Formation / Enseignement LMD	16 500
Total des dépenses hors dépenses obligatoires (D)		203052

9- Géographie

9-1 Données de base de l'UFR de Géographie

9-2 Note politique 2012

Comme l'année précédente, le projet de budget 2012 présenté ci-dessous est basé sur la lettre de cadrage budgétaire et n'est pas réalisé sur la connaissance des ressources allouées à la composante par l'Université.

En conséquence, il est difficile de se prononcer tout à la fois sur le montant de la dotation globale de fonctionnement et sur la contribution aux charges communes de la composante.

À supposer que l'enveloppe attribuée à la composante soit maintenue à l'exacte hauteur de celle de l'année précédente, la marge de manœuvre qui s'en dégagerait, bénéficierait aux dépenses de fonctionnement, en particulier aux actions indispensables et spécifiques aux formations dispensées par l'UFR. D'autant plus que les ressources propres de l'UFR sont en légères baisses.

Les dépenses de fonctionnement qui seront privilégiées :

(i) **Accroissement des déplacements des étudiants** sur le terrain et voyages d'études les concernant, dans un projet pédagogique résolument tourné vers la formation et l'attractivité des études en Géographie et Aménagement. Les calendriers de formation ont entièrement été repensés pour inclure dans le parcours de formation les voyages d'études.

L'UFR prend en charge la préparation des voyages et l'organisation des séjours dans le souci d'offrir à ses étudiants un accompagnement de qualité.

Toutefois, la participation financière des étudiants, même si elle est limitée, reste indispensable. L'UFR apporte une aide supplémentaire aux étudiants disposant de faibles ressources ou boursiers en prenant à sa charge une partie de la participation étudiante.

Dans la même logique d'attractivité, l'UFR souhaite améliorer les conditions d'accueil des Licences et les conditions de travail des étudiants en Master 1 et 2, par l'achat de mobilier et de matériel pour les travaux de maquette dans les formations d'Aménagement.

(ii) **Enrichissement du centre de recherche et de documentation de l'UFR** avec l'acquisition accrue d'ouvrages et de nouveaux abonnements.

La transformation de la bibliothèque en centre de recherche et de documentation adossée à la recherche et aux formations Master depuis trois ans nécessite encore des dépenses de fonctionnement importantes, comme l'achat de mobiliers, de logiciels, d'ordinateurs et l'adhésion à de nombreuses revues en lien avec les formations dispensées. Ces dépenses doivent être prolongées dans le temps pour permettre au projet d'aboutir.

- **Développement de la Cartothèque.** La cartothèque est ouverte à tous les étudiants et nécessite l'acquisition régulière de nouvelles cartes et/ou en remplacement des anciennes. La cartothèque doit compléter sa banque de cartes et d'atlas, de photos aériennes et d'images satellites à haute résolution et rénover régulièrement son matériel pédagogique.

(iii) **Ouverture vers l'international.** L'UFR de Géographie et d'Aménagement a accru son ancrage international depuis quelques années. Le nombre d'étudiants en mobilité a augmenté fortement passant de trois étudiants entrants et douze sortants en 2008-2009 à une quinzaine d'entrants et une trentaine de sortants en 2010-2011. Dans le même temps, nous avons augmenté le nombre d'étudiants étrangers inscrits dans nos formations de Master, après validation avec une dizaine d'étudiants au total.

Pour faire face à ces flux, la composante s'est dotée depuis le mois de mai d'un secrétariat pédagogique qui gère notamment les cotutelles et les étudiants en échange.

Pour l'année 2011-2012, nous allons amplifier les efforts initiés depuis 3 ans, avec 4 nouveaux projets et un projet récurrent :

1. Le renforcement de nos liens privilégiés avec nos partenaires belges de l'Université Libre de Bruxelles, l'Université Catholique de Louvain et l'ISURU (Bruxelles) avec lesquels nous allons avancer vers la cohabilitation du Master AUDT.
2. La négociation de nouveaux contrats Erasmus, avec des partenaires anglophones de bon niveau, pour permettre à nos étudiants de faire des mobilités sortantes dans cette langue. Des contacts ont déjà été pris avec Brighton (Royaume-Uni), Cork (Irlande), Nimègue (Pays-Bas) et Karlskrona (Suède).
3. La négociation pour la mise en place d'un double diplôme pour la spécialité Eurostudies du Master AUDT avec 3 parcours : un franco-néerlandais en anglais, un franco-anglais et un franco-allemand. Dans ce cadre, nous allons inviter des collègues de ces universités partenaires à enseigner dans notre Master.
4. La publication de brochures d'information spécifiques, format électronique et papier, en français et en anglais, sur les possibilités d'étude à l'UFR de Géographie et d'Aménagement.
5. La coordination de notre projet au Viêt-Nam`.

(iv) En matière de TIC, l'UFR de Géographie poursuit la modernisation des pratiques pédagogiques *via* l'acquisition d'outils informatiques n'entrant pas dans le cadre des investissements, tels que des logiciels spécifiques utiles, tant pour l'enseignement que pour la recherche, ou l'achat de postes informatiques (dépense d'investissement).

- Les dépenses d'investissement s'inscrivent dans le cadre de la poursuite de la politique de **modernisation du matériel bureautique** devant être renouvelé progressivement. De même, le mobilier nécessaire à l'amélioration du fonctionnement des secrétariats et à l'accueil pédagogiques peut être acheté. Par ailleurs, l'UFR s'est engagée aussi dans la poursuite de la politique de **modernisation des moyens d'enseignement** (achat et installation de vidéoprojecteurs dans certaines salles et installation d'écrans financés sur les fonds de l'UFR).

On notera cependant, que toutes les dépenses correspondantes n'apparaîtront pas dans ce chapitre, celui-ci ne reprenant que les achats de matériels lourds d'une valeur supérieure à 760€ HT.

Dans les faits, l'effort consenti ici par l'UFR, en investissement est important et se répartit entre les formations rattachées aux services généraux et celles rattachées à l'IAUL.

Par ailleurs le traitement sur place de la plupart des travaux de reprographie, et le recours à d'autres moyens de communication doit permettre de réduire les coûts d'impression et donc la provision SLAM. Un contrôle rigoureux des prestations demandées au SLAM en affranchissement devrait également permettre de réaliser des économies sur ce poste.

L'objectif est de contenir au maximum et de maîtriser les dépenses de fonctionnement courant

H.J Scarwell
Directrice de l'UFR de Géographie et Aménagement

9-3 Avant projet de budget, Géographie

1- Recettes hors quadriennal		dotation fonctionnement
	Dotation fonctionnement identique à 2011 (B)	62 390 €
Ressources propres	Prévision 2012 (*)	
taxe d'apprentissage	8500	
frais de dossier	0	
formation continue	0	
autres	99021	
Total (A)	107521	
budget 2012 (A+B)		169 911 €

(*) prévision composantes

(**) données USTL

2-Dépenses	Total (E+D)	169 911 €
2.1- Dépenses obligatoires €		8 163 €
Contribution charge communes (*)	e	1 013 €
Dam (estimée par la composante) (**)	f	7 150 €
2.2- Programmes	Actions	
Administration générale et pilotage des UFR, écoles et instituts	FONCTIONNEMENT Pilotage	46 249 €
	INVESTISSEMENT	1 600 €
Formation	SORTIES PEDAGOGIQUES ET ATELIERS DE TERRAIN licences	16 000 €
Accompagner l'offre de formation	SORTIES PEDAGOGIQUES ET ATELIERS DE TERRAIN masters	44 799 €
	FORMATIONS MASTERS IAUL	36 500 €
Améliorer les conditions matérielles de l'enseignement	INVESTISSEMENT	1 600 €
Ressources	DEVELOPPEMENT CARTOTHEQUE	2 000 €
Politique documentaire	ENRICHISSEMENT DU CENTRE DE DOCUMENTATION	8 000 €
Technologies de l'information et de la communication		
Relations internationales	OUVERTURE VERS L'INTERNATIONAL	5 000 €
Total des dépenses hors dépenses obligatoires (D)		161 748 €

10 CUEEP-Formation initiale

10-1 Données de base de l'institut CUEEP

10-2 Note politique 2012

1) SCIENCES DE L'EDUCATION ET FORMATION D'ADULTES

Le département SEFA assure les fonctions d'une Unité de Formation et de Recherche au sein de l'Institut CUEEP. Tout en développant une politique cohérente et dynamique pour préserver et conforter son identité et son existence, il doit disposer d'une marge d'autonomie suffisante. Cette marge a été négociée avec la direction et en contrepartie, un effort important de lisibilité de notre activité a été accompli (recettes et dépenses, gestion prévisionnelle des services et des heures effectuées). Des liens renforcés avec des ingénieurs d'études et de recherches appartenant à l'Institut se construisent autour des formations diplômantes(notamment de celles qui fonctionnent en partenariat avec des organisations professionnelles). Il existe une zone de coopération et de développement potentielle autour de la formation de formateurs au sens large (conception et pilotage de dispositifs, ingénierie et ré-ingénierie, didactique professionnelle, accueil, conseil, consultance, réponse à appels d'offre, accompagnement, tutorat, réseau, partenariat...).

Le département SEFA a élaboré depuis une quinzaine d'années une offre de formation singulière, portant essentiellement sur la formation des adultes. Les dispositifs de formation proposés permettent des parcours de formation diversifiés ;DU Formation d'adultes, licence professionnelle GA3P, licence SEFA dont parcours professionnalisé, Master Ingénierie de Formation et Master Ingénierie Pédagogique Multimédia, Master Recherche, Doctorat en Sciences de l'Education.

La politique mise en œuvre depuis cinq ans vise les objectifs suivants :

- conforter l'identité du département SEFA dans sa composante,
- mener à bien la mise en œuvre des dispositifs de master et de licence avec l'UFR de Sciences de l'Education de l'université de Lille III cohabilités pour le quadriennal (2010-2014),
- maintenir une masse critique de 500 à 600 étudiants.

La mise à distance de l'ensemble de nos filières et ce dans la continuité du M1 IUP qui fonctionne entièrement à distance depuis l'année 2009-2010. Ce chantier mobilise un ingénieur d'études.

D'autres chantiers sont également prévus visant le développement des parcours professionnalisant et le suivi de tous les étudiants :

Pour l'orientation et la reconversion dans les dispositifs SEFA de publics issus de différentes filières par la mise en place d'un semestre (S4) de reconversion, préalable à l'entrée en licence.

Pour la licence SEFA et le Master 1 SEFA (voie formation par la recherche), un aménagement du parcours facilitera l'organisation des stages dans des Laboratoires en synergie avec les enseignements afin d'installer la voie Recherche comme un véritable parcours professionnalisant.

Pour le développement de propositions hybrides associant formation et VAE avec pour objectif de contribuer à la montée en qualification des formateurs de la Région.

Pour le développement du dispositif de suivi systématique des étudiants.

Pour la poursuite du travail de mise en place de la cohabilitation de notre offre de formation avec Lille 3 notamment le développement et l'aménagement de notre site d'information.

Pour la poursuite du travail du laboratoire CIREL, son intégration dans la MESH.

Pour l'établissement d'une synergie plus grande avec les activités d'ingénierie et de recherche mis en œuvre par la composante (relation entre le département SEFA et sa composante).

Pour le développement de synergie avec les dispositifs de notre composante (DAEU, APP) facilité par son installation réalisée en septembre 2010 sur le campus dans les bâtiments B5 et B6 puis dans la B8 en septembre 2011,

2) DEUST BC2E

Depuis le 1er septembre 2007, c'est le seul diplôme informatique qui reste rattaché au CUEEP. Une nouvelle option téléphonie est mise en place depuis septembre 2010 pour des contrats de professionnalisation en association avec une entreprise.

La création par le département SEFA d'une licence professionnelle « culture numérique » est envisagée à mi quadriennal.

3) DAEU

Ce dispositif d'accès au premier diplôme universitaire équivalent du baccalauréat est proposé principalement à Villeneuve d'Ascq et à Tourcoing. Le public du DAEU est toujours en évolution. Il est plus jeune, en échecs répétés dans ses cursus antérieurs. La poursuite de formation concerne plus l'enseignement supérieur que l'accès à l'Université. En lien avec le plan de réussite en licence, des dispositions sont mises en place progressivement pour faciliter l'accès à l'université et favoriser les conditions de réussite dans les parcours universitaires.

Un travail sur le projet professionnel des stagiaires permet de motiver les stagiaires et de les rendre plus actifs durant leur formation. Actuellement, de nombreux stagiaires arrivent avec des projets professionnels et/ou de poursuite d'études mal définis. Nous considérons que la reprise d'étude en DAEU doit s'accompagner d'une réflexion sur les années post-DAEU. En effet, il faut garantir au maximum, une orientation pertinente et adaptée. Le DAEU n'est que la première étape du parcours de formation et à ce titre il doit permettre de définir au mieux l'orientation future.

Notre volonté est de donner un caractère plus professionnel au DAEU. Nous intégrons par conséquent le passage d'une certification en « culture numérique » au parcours des stagiaires.

L'individualisation des parcours de formation doit également favoriser la motivation et la réussite des stagiaires. Cette individualisation existe déjà dans notre dispositif grâce aux groupes de FMI (Formation Matière Individualisée). Ce sont des groupes par matière accueillant des stagiaires de niveaux différents et avec des parcours de formation spécifiques. Aujourd'hui les matières concernées sont : le français, les mathématiques et l'anglais. Nous avons pour objectif de proposer cette modalité de formation aux modules de sciences et surtout d'avoir un groupe par matière ouvert tout au long de l'année.

Tous les stagiaires de DAEU sont inscrits sur une plate-forme interuniversitaire de téléformation. Sur cette plate-forme les stagiaires trouvent des ressources pédagogiques complémentaires, des activités pédagogiques et des outils de suivi et de communication. Cette plate-forme doit encore nous permettre de développer des modalités de formation plus souples et plus ouvertes favorisant l'accès de la formation au public éloigné de la formation, géographiquement ou pour des raisons de contraintes personnelles et/ou professionnelles. Elle favorise déjà le maintien en formation du public « empêché » ponctuellement de suivre la formation pour des raisons personnelles et/ou professionnelles.

Directeur du département

Jean louis Cogez

10-3 Avant projet de budget, CUEEP

1- Recettes hors quadriennal		dotation fonctionnement(**)
	Dotation fonctionnement identique à 2011 (B)	60 914
Ressources propres	Prévision 2012 (*)	
taxe d'apprentissage	70000	
frais de dossier	0	
formation continue	0	
autres	0	
Total (A)	70000	
budget 2012 (A+B)		130914

(*) prévision composantes

(**) données USTL

2-Dépenses	Total (E+D)	7 206
2.1- Dépenses obligatoires €		7 206
Contribution charge communes (*)	7206	7 206
Dam (estimée par la composante) (**)	6100	
2.2-Programmes	Actions	
Administration générale et pilotage des UFR, ecoles et instituts		
fonctionnement	20000	
equipement	40000	
Formation		
FIL; DAEU,DEUST BC2E, LICENCE SEFA&GA3P	29804	
FIM ;MASTER SEFA 1 & 2, MASTER PRO IF & IPM	27804	
Ressources		
Politique documentaire		
Technologies de l'information et de la communication		
Qualité de vie et de travail		
Qualité de la vie étudiante		
Qualité de vie et de travail des personnels		
Recherche		
Relations internationales		
Total des dépenses horsdépenses obligatoires (D)	130914	0

11- Polytech

11-1 Données de base de l'Ecole Polytech Lille

11-2 Note politique 2012

Comme l'année dernière, la politique générale de Polytech'Lille pour l'année 2012 s'inscrit, à la fois, dans le projet d'établissement de l'Université et dans la politique du réseau des écoles d'ingénieurs Polytech. De même que l'Université a pour ambition la qualité scientifique au niveau national et international, Polytech'Lille poursuit sa volonté de devenir une référence dans le monde des écoles d'ingénieurs prouvant ainsi que les Ecoles Polytechniques Universitaires hébergées par les Universités sont aussi performantes que les écoles d'ingénieurs traditionnelles.

De nombreuses actions sont ou seront réalisées courant d'année 2011. Très ponctuelles, certaines ne seront plus reconduites en 2012. De nouvelles actions viendront renforcer notre réactivité concernant les recommandations importantes faites par la Commission du Titre d'Ingénieur (CTI) lors de sa visite en automne 2009 et du rapport d'habilitation de janvier 2010. Ces recommandations devront être suivies pour le prochain audit qui devrait avoir lieu en 2012. Les actions initiées et non achevées en 2011 seront bien entendu poursuivies courant 2012.

Les formations

Les flux des formations d'ingénieurs ont augmenté ces dernières années. A la rentrée 2011, on compte près de 350 étudiants en 1^{ère} année du cycle d'ingénieur, contre 285 en 2010. L'attractivité de l'école interne de Lille 1 est favorisée aujourd'hui par le développement économique international, mais aussi par l'effet réseau Polytech. Les huit spécialités de l'école sont très appréciées des industriels qui recrutent nos élèves au niveau cadre dès leur sortie. Cette confiance repose sur la mise à disposition de technologies de pointe régulièrement actualisées.

En amont de ce recrutement d'élèves-ingénieurs, la création du Parcours des écoles d'ingénieurs Polytech (PeiP) est une réussite totale qui profite à la fois à Polytech'Lille et à l'Université depuis maintenant 4 ans. Comme pour les années antérieures, un budget approprié a été instauré pour permettre à ces étudiants une parfaite intégration dans notre Ecole.

Depuis la mise en place du LMD, les formations Licence Master rattachées à Polytech'Lille ont également connu une forte augmentation d'effectifs vu l'attrait de ces formations. Le fonctionnement pédagogique de ces formations est très clairement identifié sur une ligne budgétaire spécifique dont le montant est en augmentation par rapport à 2010, contribuant ainsi à une connaissance des coûts réels de toutes nos formations hébergées.

Débutée en 2010, la relocalisation sur le site de Polytech'Lille de la filière par apprentissage IESP2A (initialement localisée à l'ULCO) engendre des coûts plus importants et cette ligne budgétaire a été ainsi notablement augmentée en 2011. Pour 2012, cette augmentation sera maintenue puisque nous accueillons cette année notre seconde promotion IESP2A totalement intégrée et localisée dans notre école.

Les relations extérieures et la communication

Polytech'Lille, comme généralement les écoles internes aux universités, doit amplifier les relations avec le monde industriel (recommandation CTI). La communication et la publicité en faveur de notre Ecole et de notre Université sont donc très importantes. De même, les efforts réalisés en 2010 et 2011 concernant les contacts Ecole-Entreprise seront maintenus, voire amplifiés en 2012 (conférences, visites d'usine, colloques scientifiques, partenariat...).

S'appuyant sur le service « relations internationales », l'école développe de nombreux échanges avec des partenaires universitaires étrangers. Certaines d'entre-elles (Hohai, Tongji) s'appuient sur notre système éducatif et créent des écoles d'ingénieurs au sein de leur structure sur le modèle Polytech. Ces opportunités permettent à l'Université en général, et Polytech'Lille en particulier, de rayonner sur le plan international mais aussi d'atteindre l'objectif national de mobilité systématique des élèves-ingénieurs. Les indicateurs sur cette thématique ne cessent de s'améliorer. Nous offrons ainsi aux étudiants la possibilité non seulement de se perfectionner en langues étrangères, mais également de s'ouvrir à d'autres cultures par la création d'un fond d'aide à la mobilité géré par notre service des Relations Internationales.

Multimédia Informatique Téléphonie

Les coûts financiers engendrés par notre service « Multimédia Informatique et Téléphonie » sont naturellement croissants avec le nombre d'étudiants de notre école. Ces nouvelles technologies ne cessent de se développer et nécessitent à la fois un fonctionnement très important mais également la rénovation régulière d'un équipement qui doit être à la pointe du progrès. A ce titre, notre politique d'investissement en équipement informatique rejoint celle des équipements scientifiques, et dans notre budget, une très large part est réservée à la modernisation ou au remplacement de matériels obsolètes. L'équipement de nouvelles salles « multimédia » fera l'objet d'une action particulière (**action 3 : 20 000 €**).

La « Qualité » est en marche...

Les recommandations de la CTI mettent l'accent sur la mise en place d'une démarche « Qualité » dans notre Ecole. Par le recrutement d'un ingénieur « Qualité », la création du service « pilotage », l'audit et l'aide conséquente d'un consultant extérieur, nous avons très largement engagé ces procédures en 2011. Cette action, non achevée à ce jour, se poursuivra en 2012 par un budget spécifique dédié (**action 4 : 10 000 €**).

Il est essentiel également que le personnel enseignant, enseignant-chercheur et BIATOS se sente totalement intégré à l'université et plus particulièrement au sein de l'école. Cette sérénité de travail passe par une considération de tous les instants et par un suivi approprié des différents besoins de chacun : l'amélioration du cadre de vie, la réhabilitation et l'aménagement de locaux (**action 1 : 20 000 €**), la modernisation de la gestion administrative, la formation continue du personnel... Ainsi, un système de badge et de nouvelles serrures devrait être mis en place.

Quelques chantiers...

2010 a vu la naissance de notre *Espace Partenaires*, espace dédié aux entreprises, chercheurs et relations internationales. Cette « vitrine » a été inaugurée en novembre 2010 à l'occasion des 40 ans de notre Ecole. Quelques aménagements complémentaires ont été réalisés en 2011 et se poursuivront en 2012. Engagés en 2011, des travaux d'aménagement du hall d'entrée feront pour une année supplémentaire l'objet d'une action particulière (***action 2 : 30 000 €***)

Entamé dans notre démarche Qualité, il est nécessaire de mettre en place dans notre école un système de management de la Sécurité au travail. Nous comptons ainsi mettre en œuvre un dispositif de gestion combinant personnes (personnels et étudiants), politiques et moyens, visant à améliorer les performances de notre école en matière de santé et de sécurité au travail. Avec l'appui de l'Université Lille 1, un « Comité Hygiène et Sécurité Polytech » est mis en place à l'école. Des audits et recommandations de ce CHS ne manqueront pas d'engendrer des travaux de mise en sécurité et/ou en conformité (***action 5 : 20 000 €***).

11-3 Avant projet de budget, Polytech

1- Recettes hors quadriennal		dotation fonctionnement(**)
	Dotation fonctionnement identique à 2011 (B)	372 819
Ressources propres	Prévision 2012 (*)	
taxe d'apprentissage fléchée formation initiale	400 000	
formations par apprentissage	300 000	
formation continue	25 000	
master Génie de l'eau	24 000	
frais spécifiques facultatifs	45 000	
convention SIU	135 000	
frais de gestion SIU	18 000	
AIP, location de salles, SAIC	30 000	
hébergement labos de recherche	30 000	
autres (projets, complément de TA espérée...)	170 000	
total	1 177 000	1 177 000
budget 2012		1 549 819

2-Dépenses	Total	1 549 819
2.1- Dépenses obligatoires		
Contribution charge communes (*)		32 468
Dam (**)		40 000
2.2-Programme		
Gestion budgétaire		170 000
Administration générale et pilotage UFR...	Fonctionnement	239 351
	Investissement	30 000
	Personnel	120 000
	(***) Action 1 : modernisation des locaux	20 000
	Action 2 : travaux d'aménagement pour le développement durable (économie d'énergie, recyclage, tri sélectif,...)	30 000
	Action 3 : aménagement d'infrastructure pédagogique (création de nouvelles salles "multimédia", amphi...)	20 000
Aide à la Recherche	aide aux colloques	2 000
	accueil d'invités étrangers	2 000
Formations	Fonctionnement PEIP	5 000
	Fonctionnement Pôle LV	5 000
	Fonctionnement pôle SHEJS	3 000
92141 HC sur facture		5 000
94821 HC sur ressources propres	Formation continue	25 000
	Formation par apprentissage	50 000
92142 Formation Ingénieurs spécialité	Fonctionnement départements	100 000
	Fonctionnement pôles scientifiques	120 000
	Equipement pôles scientifiques	100 000
92143 Formations LM	Fonctionnement	12 000
92144 Formations par apprentissage	Fonctionnement	180 000
	Equipement	10 000
Services communs	Action 4 : notre démarche "qualité"	10 000
	Action 5 : Management de l'Hygiène et la Sécurité au travail	20 000
92161 Documentation	Fonctionnement	12 000
92162 Relations Internationales	Fonctionnement	15 000
	Aide à la mobilité internationale étudiante	20 000
92163 Relations industrielles	Fonctionnement	7 000
92164 Scolarité Etudes	Fonctionnement (JPO, forums, entretiens...)	10 000
92165 MIT	Fonctionnement	10 000
	Equipement	50 000
92166 Communication	Fonctionnement	75 000

12 IAE

12-1 Données de base de l'Institut IAE

12-2 Note politique 2012

Stratégie IAE 2012

La concurrence régionale en management n'a jamais été aussi forte. Trois écoles de commerce majeures (huit fois le budget de l'IAE), des concurrents universitaires traditionnels, mais aussi des écoles d'ingénieurs privées et l'IEP qui commencent à développer des filières managériales.

L'IAE a de forts potentiels de développement, par ses réseaux, ses liens stratégiques et l'ensemble des propositions contractuelles qu'il reçoit. Pour l'heure, nous devons laisser beaucoup d'opportunités aux concurrents, faute de moyens (en apports de ressources, en autorisations ou facilités d'actions). Nous subissons trop de freins au regard de nos partenaires et compétiteurs externes.

Pourtant, nos coûts par étudiant sont deux à trois fois moins élevés qu'ailleurs, et nous pourrions répondre efficacement à des opportunités pour lesquelles nous serions, encore plus qu'aujourd'hui, un espace de dynamisation et d'entraînement pour notre université.

Treize objectifs stratégiques :

- Développer des alliances régionales pour construire une Fédération universitaire en management (en lien avec les composantes de sciences de gestion de la future Université de Lille, mais aussi celles d'économie et de sciences sociales). En gardant les autonomies institutionnelles de chacun, mais en développant des dispositifs de mise en commun de ressources, de mutualisations, de projets collectifs et de concertation générale sur la recherche, les enseignements et les services territoriaux. En s'associant avec d'autres écoles pour partager des objectifs en management (école d'architecture, ESJ, écoles d'ingénieurs, etc.)
- Déposer un projet viable et attractif pour la terminaison de l'Hospice Général, dans le cadre de cette Fédération universitaire en management. D'ici là, aménager la cour centrale pour la rendre plus agréable à vivre et à investir (garages à vélos, fleurissement, extension ouverte de la cafétéria, etc.).
- Renforcer les compétences de nos personnels. Obtenir le reclassement et le rehaussement de nombreux postes administratifs où les exigences techniques (en rigueur et variété) sont bien au-delà des niveaux statutaires des personnels (en particulier pour les catégories C). Obtenir de nouveaux postes EC, compte tenu de notre déficit mais aussi des opportunités de développement.
- Augmenter la taille en effectifs de l'IAE (jusqu'à 2700 étudiants) et continuer à attirer de nouveaux étudiants de qualité, par des accords avec les classes préparatoires, une promotion directe de nos filières et la notoriété du SIM (score national proposé aux entrants dans le réseau des IAE).
- Préparer les formations à l'évaluation AERES 2012 (qui augmentera encore ses arbitrages sélectifs). Mieux qualifier nos filières pédagogiques et être les meilleurs sur nos formations-clefs, dans la Région. Renforcer nos coopérations interuniversitaires.

- Mieux irriguer l'enseignement et la recherche en entrepreneuriat, en innovation et transferts de compétences croisées (droit et gestion ; technologies et management ; différenciations culturelles, formes organisationnelles et choix stratégiques ; renforcement technologique des PME innovantes), Ouvrir le « management par projets » à des disciplines nouvelles (projets technologiques, management durable, évènementiel, conseil et intervention).
- Poursuivre les efforts d'intégration du management et des sciences sociales pour des pratiques de diversité (vers des PME ou des entreprises à dynamique sociale ; vers les secteurs du culturel ; du social et de la santé ; des collectives locales et du développement des territoires).
- Faire reconnaître les filières audit et comptabilité à l'IAE, en lien avec la finance d'entreprise (fort potentiel, le meilleur en région, mais faible reconnaissance ministérielle par blocage politique). En recherche et applications, valoriser les points forts du marketing, de la stratégie et des RH.
- Consolider l'international et les partenariats (avec l'ESAM, les écoles d'ingénieurs et filières scientifiques à forte ingénierie d'applications, le CUEEP – pour des projets transversaux, etc.).
- Continuer à construire du E-LEARNING en complément des cours habituels, afin d'enrichir le potentiel pédagogique et de trouver de nouveaux publics. Intégrer dans les cours les perspectives essentielles du développement durable et de la responsabilité sociale des entreprises (en donnant l'exemple dans nos pratiques internes).
- Mettre en réseau actif nos potentiels de recherche et recruter contractuellement pour augmenter de 10 % par an la moyenne de nos productions reconnues par l'AERES (revues, ouvrages).
- Améliorer nos procédures internes pour clarifier nos fonctionnements, mieux coordonner notre action collective et répartir nos ressources avec le plus possible d'équité. Ces procédures concerneront : nos principes d'action (charte, etc.) ; nos processus de travail (recrutements, gestion opérationnelle des pratiques, etc.) ; la mise en cohérence de nos activités (organisation de conférences ou de débats, usage des locaux, projets étudiants, etc.). Des solutions transversales utiles à tous seront mises en place pour faciliter le travail.
- Augmenter l'attractivité de l'IAE (sa réputation), en agissant sur les réseaux de connaissances et en valorisant l'IAE à travers ses diplômés. Un gros travail est en cours sur les portails diplômés et sur un redéploiement de notre communication institutionnelle. Agir avec nos étudiants à travers de grands projets transversaux qui souligneront nos potentiels et nos réalisations, par exemple « IAE entrepreneurs » et son incubateur d'activités, et « le printemps de LILLE », qui exprimera notre insertion dans le territoire. La première édition du "*Printemps de Lille, Festival des Nouveaux*" a eu lieu en mars 2011 : 37 manifestations, 61 associations/intervenants de la partie, 7 lieux caractéristique du Vieux-Lille investis, environ 2000 spectateurs sur la quinzaine. Rendez-vous est donc donné du 20 au 31 mars 2012 pour la seconde édition.

Pierre LOUART,



13 I.U.T

13-1 Données de base de l'IUT

13-2 Note politique 2012

Activités de l'IUT A

Ces principales spécificités sont :

7 départements et 17 licences professionnelles (formations initiales, continues et par apprentissage),
3 sites et 32 879 m²,

2 200 étudiants,

DUT diplôme National : un programme pédagogique national, en 1 800 heures + 300h projets sur 60 semaines et un stage de 10 à 12 semaines.

Taux d'encadrement de 55 %,

Offre de formation concernant les DUT et les licences professionnelles :

- Formation Initiale classique
- Formation continue (Diplômante et Qualifiante)
- Alternance (Apprentissage et contrat de professionnalisation)

Relations internationales : 150 étudiants Erasmus + 15 Canada et 10 Japon partants et 60 arrivants des pays partenaires.

Difficultés financières

L'IUT a connu ces deux dernières années des difficultés financières liées à une augmentation de charges de tout genre, sans augmentation de la dotation :

- La dotation de l'Université à l'IUT (2 438 180€) n'a pas changé depuis 3 ans, à part la compensation TP=TD. Elle est basée (fléchage du ministère) sur le calcul SanRemo et correspond à 81% de la dotation théorique IUT, alors que les charges ont augmenté de la même façon que pour l'université.
- La mise en place de la politique emploi de l'université (mise à disposition des postes sur ressources propres de l'IUT) a augmenté les charges de personnel d'un montant de 122 000 €.
- La prise en charge par l'IUT du marché de chauffage du Recueil et du contrat de nettoyage (payés auparavant par l'université) est d'un montant de 91 000 €.
- La contribution de l'IUT aux charges communes de l'université est d'un montant forfaitaire de 180 000€. Elle est excessive pour les raisons suivantes :
 - Elle représente 25 % des ressources propres de l'IUT à l'année N-2, alors que le pourcentage appliqué pour les autres composantes est de 10%.
 - l'IUT a des services qui assurent des activités et font moins appel aux services de l'Université: Service scolarité avec une chaîne d'inscription et édition des diplômes, service logistique, service communication et relations extérieures, ...
 - De plus, l'IUT contribue déjà à travers le DUSVA à la maintenance des espaces verts, à la prise en charge des personnels du DUSVA, au coût du marché de sécurité et de surveillance...

Vu nos besoins financiers, Il est difficile pour nous de comprendre cette charge forfaitaire.

- La compensation TP=TD (220 000 €) et la dotation en heures complémentaires pour les 3 nouvelles licences créées (78 000€) ne peut être prises en charge par l'IUT sur une dotation qui n'a pas augmentée depuis 4 ans.

Il est donc indispensable que l'université attribue cette dotation à l'IUT afin de payer les heures complémentaires correspondantes.

Projet IUT 2012

I - Administration générale et pilotage

1) Logistique, maintenance et sécurité

Nous pouvons dire que les conditions de travail dans nos nouveaux locaux sont bonnes, nous profitons au maximum de ce bâtiment et nous l'utilisons comme facteur de développement et de rayonnement, pour notre offre de formation et pour nos relations extérieures. D'ailleurs, nous sommes régulièrement sollicités à l'intérieur de notre université pour différents événements ainsi que pour des manifestations régionales, nationales et internationales.

Nous nous mobilisons et nous sensibilisons régulièrement le personnel et les usagers de l'IUT afin de maintenir la qualité de nos équipements et la propreté de nos locaux. Cela exige évidemment des moyens financiers et des ressources humaines que nous déployons sur ressources propres.

Avec l'aide de l'ingénieur hygiène et sécurité de l'université, nous avons mis en place depuis la rentrée une démarche EVRP (Évaluation des risques professionnels) dont l'objectif est d'établir un programme de prévention en terme d'hygiène et sécurité à l'IUT. Ce travail se poursuivra tout au long de l'année.

En revanche, les bâtiments du recueil qui abritent deux départements, Chimie et GMP mobilisent une partie importante des moyens humains et financiers de l'IUT. Ces bâtiments anciens posent de nombreux problèmes en termes de sécurité et leur isolation est très mauvaise. Le coût en logistique de ces bâtiments et de l'ordre de 350 000€ par an, ce qui est difficile à supporter sur le budget de l'IUT. Il est donc plus que nécessaire de les rapatrier sur le campus.

2) Politique d'investissement

Vu les difficultés financières, dues à l'augmentation des charges sans l'augmentation de la dotation, l'IUT ne peut plus consacrer les moyens à hauteur des années 2007 à 2010 au renouvellement du matériel pédagogique. Nous tenons à rappeler que les travaux pratiques représentent entre 30 et 40% des enseignements à l'IUT suivant les spécialités (23 000 h de TP), ce qui nécessite du matériel en état de marche. Ce manque de moyens explique l'absence des investissements dans le budget des départements. Cependant un effort exceptionnel sera fait sur la dotation de fonctionnement afin de dégager une ligne pour l'investissement d'urgence au niveau de l'IUT et sera affectée sur appel à projet.

3) Relations extérieures : Lycées et entreprises.

L'IUT A fait parti d'un réseau local, régional et national. A ce titre et depuis plusieurs années, un dispositif de communication a été mis en place vers les lycées. Cette activité est un des axes prioritaires de la politique suivie par la direction de l'Institut. Elle revêt un caractère prépondérant car l'objectif poursuivi doit se traduire par une attractivité pour les futurs étudiants. Des classes entières de collégiens et de lycéens sont invitées à visiter l'IUT et ses installations.

Nous souhaitons cette année orienter aussi nos efforts vers le monde socio-économique afin de développer notre réseau partenarial (collectivités locales et territoriales et milieux industriels). L'objectif devrait se traduire par une meilleure communication de l'IUT tant sur le plan régional que sur le plan national et international. La politique concernant les relations extérieures doit être un facteur de développement de l'IUT A dans le cadre de ses moyens.

II - Formation tout au long de la vie

1) Aide à la réussite et à l'insertion des diplômés.

Afin de mieux accueillir et d'accompagner les étudiants dès leur arrivée à l'IUT, nous mettons en place des actions et des dispositifs d'aide à la réussite au sens large du terme :

- **Le dispositif CMART (Confiance, Méthodes, Autonomie, Réussite par le travail) et le PPP**

Ce dispositif a pour objectif de détecter les étudiants en difficulté et mettre en place un vrai tutorat dès les deux premiers mois de la formation. Pour cela, il est prévu d'utiliser les ressources en ligne (IUT en ligne, plate-forme Moodle et le centre de documentation). Dans cet objectif, nous développons également l'accompagnement par le projet personnel et professionnel et nous apportons une aide particulière en individualisant les parcours des publics en reprise d'études (FC,...).

- **La réorientation et les passerelles**

L'IUT a mis en place des dispositifs de réorientation à travers les semestres d'adaptation (SAS et SAT) et le Plot d'insertion (PLOT). L'objectif de ces dispositifs est de permettre aux étudiants en échec à l'université de suivre un semestre de remise à niveau afin d'accéder à une spécialité du DUT en formation initiale ou en formation continue.

Le semestre de réorientation tertiaire (SRT) s'adresse aux étudiants ayant validé le semestre 1 et qui souhaitent intégrer le S2 à l'IUT.

Les semestres décalés mis en place dans deux spécialités DUT permettent une entrée décalée en février. Ce dispositif aboutit au bout de deux années à un cinéma permanent et exige des ressources et une organisation importante.

- **Aide à l'insertion professionnelle**

Après avoir mis en place, dans une licence professionnelle le PEC (portefeuille d'expérience et de compétence), Nous souhaitons le généraliser à toutes les autres formations de licences professionnelles et de 2ème année DUT. Pour cela un groupe de référents de chaque département sera formé pour la mise en place de ce dispositif. Il permettra à nos diplômés d'améliorer leur condition d'insertion professionnelle ou de poursuites d'études.

2) Développer l'offre de formation

Notre projet est de développer l'offre de formation DUT et Licence Professionnelle en alternance, afin de permettre aux étudiants engagés dans la voie professionnelle (DUT ou BTS) d'acquérir un Bac +3 et de suivre des voies à insertion professionnelle rapide. Ce développement se fera à l'IUT mais aussi avec d'autres composantes de l'université qui le souhaitent. Il nous permettra également de présenter une formation cohérente avec nos partenaires étrangers (formation à Bac+3).

Deux licences professionnelles habilitées depuis 2010 sont ouvertes cette année. Une demande d'ouverture d'une nouvelle licence professionnelle en apprentissage est en cours auprès de FORMASUP.

Nous encourageons l'ouverture de toutes nos formations en l'alternance et particulièrement en contrats de professionnalisation.

Ces formations permettent un aller/retour vers les entreprises ce qui est formateur, enrichissant et qui facilite l'insertion de l'étudiant dans la vie active.

Nous proposons dans les Licences professionnelles, la mise en place d'un module commun de reprise et de création d'entreprise avec comme partenaire la chambre des métiers et d'artisanat.

III – Ressources

L'objectif est d'offrir une base documentaire étoffée aux étudiants afin de développer leurs capacités de recherches documentaires. C'est aussi un moyen de favoriser le travail en groupe, particulièrement sur les projets tutorés.

Dans ce centre de ressources, les étudiants peuvent accéder et utiliser différentes technologies de l'information et de la communication (moodle, IUT en ligne...).

IV- Qualité de vie et de travail

L'IUT a mis en place un service vie étudiante afin d'améliorer l'accueil et l'intégration, de développer et valoriser les activités sportives et culturelles, de favoriser l'engagement des étudiants et la vie associative, d'encourager les projets associatifs, de favoriser le développement et la mise en place d'associations d'anciens diplômés et d'apporter une aide aux étudiants en grande difficulté. Il est évident que les conditions de vie à l'IUT jouent un rôle important dans la réussite des étudiants.

V - Relations internationales : développement des échanges internationaux.

Les dépenses des relations internationales traduisent le rayonnement de l'Institut sur le plan européen et international. Il constitue à ce titre un facteur clé de succès auprès du public de l'IUT A.

Après avoir conforté son réseau de partenaires dans l'Union Européenne (80 partenaires), l'IUT a ensuite développé des partenariats avec le Canada, la Russie et le Japon. La volonté politique de l'IUT s'oriente également vers l'Afrique (Maghreb, Afrique noire) et vers l'Amérique latine, ce qui représente chaque année 250 mobilités étudiantes.

Nous offrons à nos étudiants la possibilité de suivre une deuxième langue (grec, roumain, espagnol, japonais...) pour les préparer au mieux à effectuer leur stage à l'étranger.

L'IUT est coordonnateur d'un programme européen intensif d'une durée de 15 jours. A cette occasion, nous travaillons avec 9 partenaires. Ce programme concerne 60 étudiants et 20 enseignants de 8 nationalités européennes différentes.

Solutions apportées et proposées pour améliorer notre situation financière

Nous avons à plusieurs reprises, demandé à la direction de l'Université de revoir notre dotation suite à l'augmentation des charges et aux charges nouvelles que l'IUT doit supporter (politique emploi, Logistique et maintenance,...) sans réponse. Nous comprenons aussi les difficultés de notre université à faire face aux problèmes financiers dans le cadre de l'autonomie des universités. C'est la raison pour laquelle, l'IUT fait des efforts importants pour subvenir à ses besoins en fonctionnement, investissement et personnel :

- Les services de l'IUT et les départements sont conscients des difficultés financières et se mobilisent tout au long de l'année pour minimiser le coût de leur fonctionnement.
- Une meilleure gestion et un meilleur contrôle des HC (mutualisation des enseignements, suppression d'une licence à faible effectif...) permettent de diminuer légèrement le poids des heures complémentaires sur le budget.
- Le départ en retraite d'un ingénieur sur poste gagé (ressources IUT) a conduit à la suppression ce poste. Un redéploiement en interne et une répartition des missions ont été nécessaires. Cette action permet à l'IUT de transférer 65 000 € sur le fonctionnement des départements.
- Une licence professionnelle à faible effectif a été fermée cette année, ce qui permet de transformer environ 25 000 € d'heures complémentaires en crédits de fonctionnement.
- Un service de professionnalisation et d'alternance a été mis en place depuis septembre. Il regroupe les services FC, Apprentissage, et taxe d'apprentissage. Par un redéploiement de poste en interne à l'IUT, un ingénieur a été recruté afin de coordonner les actions de ce service et de développer au sein de l'IUT l'alternance (contrat d'apprentissage, contrats de professionnalisation et formation continue diplômante et qualifiante). Ce développement permettra d'augmenter nos ressources propres.
- Un projet de mise en place pour un fonds de dotation est à l'étude.

Les difficultés financières de l'IUT sont liées à celles de l'université pour la part de la dotation globale de fonctionnement. Malgré la mobilisation et la sensibilisation de l'IUT, ces problèmes ne peuvent être résolus sans une politique globale de l'université pour l'optimisation des ressources humaines et financières.

L'IUT a une activité importante et diversifiée et le DUT représente un nombre d'heures important. Le faible taux d'encadrement (55%) engendre un gros volume d'heures complémentaires (1 900 000 €), ce qui représente 44 % du budget global de l'IUT.

Une vraie politique d'emplois et de redéploiement de postes vers les secteurs sous encadrés et vers les composantes, où le développement de l'activité pédagogique, est possible, devrait être mise en place par l'université. De plus, ces redéploiements vers les composantes pluridisciplinaires comme l'IUT (qui couvre plusieurs sections CNU), ne diminuent pas le potentiel recherche.

Cette politique pourrait également s'appuyer sur une comptabilité analytique.

L'université offre de nombreuses formations diversifiées et de qualité, cependant, certaines d'entre elles sont à très faible effectif et sont consommatrices de ressources humaines et financières. Une étude devrait être réalisée sur le positionnement stratégique au niveau recherche et au niveau des besoins économiques locaux pour ces formations, dans le cadre de l'offre de formation régionale.

Il est évident que cette politique pour une meilleure gestion des ressources de l'université ne peut se mettre en place que par une prise de conscience de l'ensemble des personnels par rapport à ces difficultés. Il est également essentiel de responsabiliser les directeurs de composantes et les responsables de services.

En ce qui concerne les composantes, la responsabilisation devrait passer par les COM (contrats d'objectifs et de moyens), et par la mise en place d'un vrai BPI (budget propre intégré), un budget qui prend en compte toutes les recettes et toutes les dépenses de la composante.

Il faudrait également apporter une aide et donner les moyens aux composantes qui en ont besoin et qui le souhaitent pour développer leurs ressources propres.

Moulay-Driss BENCHIBOUN

Directeur IUT

13-3 Avant projet de budget, IUT

1- Recettes hors quadriennal		2012
	Dotation fonctionnement identique 2011 (B)	2 523 567,00 €
Ressources propres		Prévision 2012 (*)
Taxe d'apprentissage	165 000,00 €	
Inscriptions	153 000,00 €	
Formation continue	400 000,00 €	
Apprentissage (dt TA quota)	330 000,00 €	
Dotation programme intensif européen (colloque)	73 391,60 €	
IFTH-CROUS Recueil	80 000,00 €	
Subvention Bac techno	- €	
Recettes Biologie	12 000,00 €	
Délégations	35 000,00 €	
Autres	- €	
Total des ressources propres	1 248 391,60 €	
Dotation fonctionnement formations université (master HSQE, Licence QEPI, Lic. IEEA)		85 387,00 €
Dotation des formations université (HC: HSQE, QEPI, SAT ,SAS, décharges...)		218 000,00 €
Dotation relations internationales		12 000,00 €
Compensation charges patronales		50 000,00 €
Dotation globale de fonctionnement 2012		2 438 180,00 €
3 LP créées depuis 2009		75 000,00 €
Référentiel		57 400,00 €
Dotation à l'augmentation des charges HC TP= TD		220 000,00 €
budget 2012 hors quadriennal		4 404 358,60 €
2-Dépenses		Total
2.1- Dépenses obligatoires		4 404 358,60
Contribution charge communes (*)	180 000,00 €	180 000,00 €
SLAM (**)	8 000,00 €	8 000,00 €
2.2-Programme		Actions
Administration générale et pilotage		1 624 500,00 €
	Logistique (Electricité, chauffage, sécurité...)	1 000 000,00 €
	Pilotage	110 000,00 €
	Projets investissement, innovation et rayonnement	60 000,00 €
	Reprographie	80 000,00 €
	Relations extérieures	50 000,00 €
	Personnels sur ressources propres 10,90 ETP	324 500,00 €
Formation		2 411 667,00 €
	Heures complémentaires dont aide à la réussite	1 947 400,00 €
	Fonctionnement départements	400 267,00 €
	Formation apprentissage TRN	47 000,00 €
	Formation continue et pôle professionnalisation	17 000,00 €
Ressources		15 000,00 €
<i>Politique documentaire</i>	Centre de ressources agréé par la BU	13 000,00 €
<i>Technologies de l'information et de la communication</i>		2 000,00 €
Qualité de vie et de travail		31 800,00 €
<i>Qualité de la vie étudiante</i>	FSDIE et actions étudiantes sur projet	16 800,00 €
<i>Qualité de vie et de travail des personnels (service info)</i>	Service info	15 000,00 €
Relations internationales		133 391,60 €
	Convention Japon, Malaisie, Gabon Programmes ERASMUS	60 000,00 €
	Semaine internationale	73 391,60 €